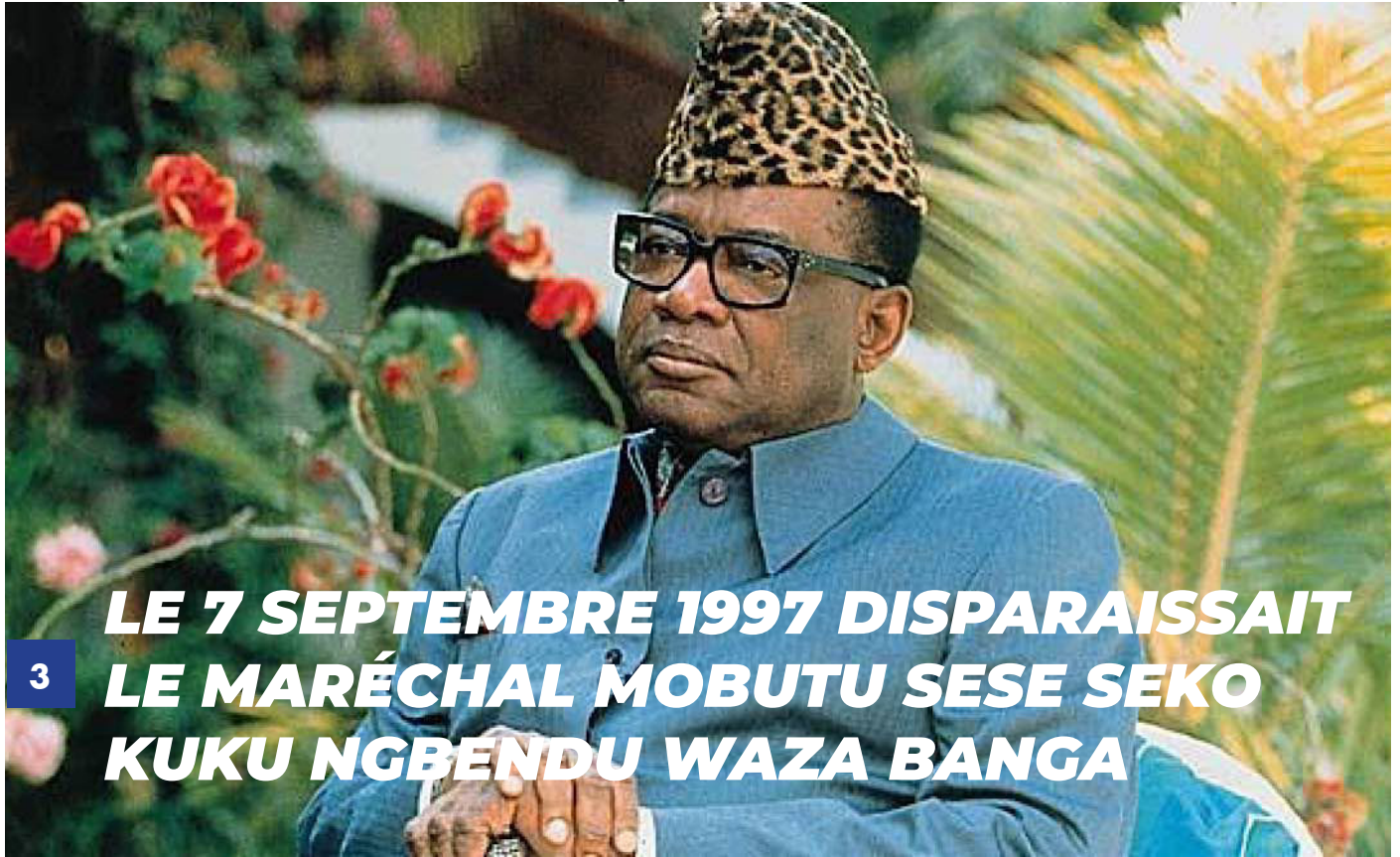


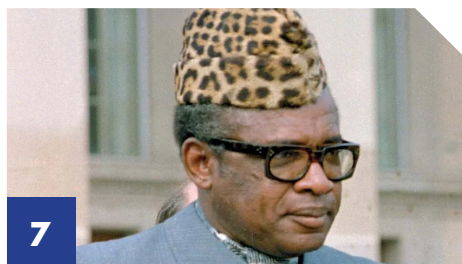
E - Journal

K I N S H A S A

Hebdomadaires, 4^e Année, Septembre 2023, Nouvelle série n°224



3 LE 7 SEPTEMBRE 1997 DISPARAISSAIT
LE MARÉCHAL MOBUTU SESE SEKO
KUKU NGBENDU WAZA BANGA



7 IL Y A 27 ANS MOURRAIT LE
MARÉCHAL MOBUTU TOUJOURS
DANS NOS CŒURS



10 LE MARÉCHAL MOBUTU
DEMEURE LE SYMBOLE
DE L'UNITÉ NATIONALE



14 MOBUTU : LA FIN D'UN MONDE



24
HEUREUX
ET JOYEUX
ANNIVERSAIRE
JHERSSY
JOSSART NYOKA
LONGO
MVULA
70 ANS,ÇA
SE FÊTE À
LA BONNE
FRANQUETTE.

*Nous sommes
très présent
sur les réseaux
sociaux*

COUP D'ÉTAT OU RÉVOLUTION DE PALAIS?

Le coup d'État perpétré au Gabon, le mercredi 30 août, par un groupe d'officiers supérieurs de la Garde Républicaine, continue d'alimenter la chronique de ces dernières heures avec, à la clé, des interrogations sur les réelles motivations qui le sous-tendent.

Si les putschistes peuvent être crédités des intentions salvatrices visant à sortir le Gabon de l'ornière après cinquante-cinq ans de règne sans partage de la famille Bongo, ils ne sont pas non plus exempts de toute critique.

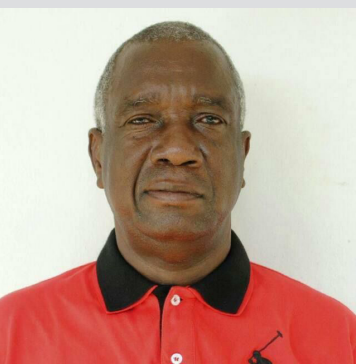
L'identité même du Chef de la Garde républicaine aujourd'hui propulsé à la tête du Comité de transition et de restauration des institutions (CTRI), Brice Oligui Nguema, relativise la portée de ce que d'aucuns considèrent, à tort ou à raison, comme une « Révolution de Palais ».

Interrogé à ce sujet sur TV5 MONDE, l'opposant Ondo Ossa qui revendique sa victoire à la présidentielle, a qualifié les événements en cours des manœuvres sordides visant à maintenir en place « le système Bongo ».

Ce qui est sûr est que la plupart des gabonais ne voient pas les militaires comme une solution. Le général Oligui Nguema - homme de sérail et cousin d'Ali Bongo - ayant été longtemps proche du régime, n'incarnerait pas à leurs yeux le changement tant attendu, mais demeure toutefois un mal nécessaire. L'essentiel était d'en finir avec la dynastie Bongo, quitte à gérer le reste avec parcimonie.

Et la France qui dispose des intérêts économiques au Gabon avec ses 81 entreprises présentes dont le producteur de manganèse Eramet et le pétrolier Total Énergie, est pointée du doigt comme principale instigatrice. Il lui fallait, d'après certaines analyses, aménager une sortie honorable à Ali Bongo tout en préservant ses intérêts au Gabon.

Qu'à cela ne tienne. Pour l'instant, chacun reste prudent. Mais il faudra bien à un moment donné qu'un dialogue s'instaure entre les autorités civiles et militaires pour redéfinir les clauses du nouveau Gabon exorcisé de la corruption et des détournements



massifs qui nuisent à la croissance et à une bonne redistribution des richesses.

Les putschistes sont, dès lors, astreints à donner des réponses idoines aux préoccupations de la population gabonaise qui croit mordicus à leurs promesses notamment celle de ne pas s'éterniser au pouvoir.

Dossier à suivre.

HC Jean Pierre Eale Ikabe.

E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

Jean Pierre Eale Ikabe

Tél. : **0999947441/0997298314**

Directeur de publication délégué

Herman Bangi Bayo

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

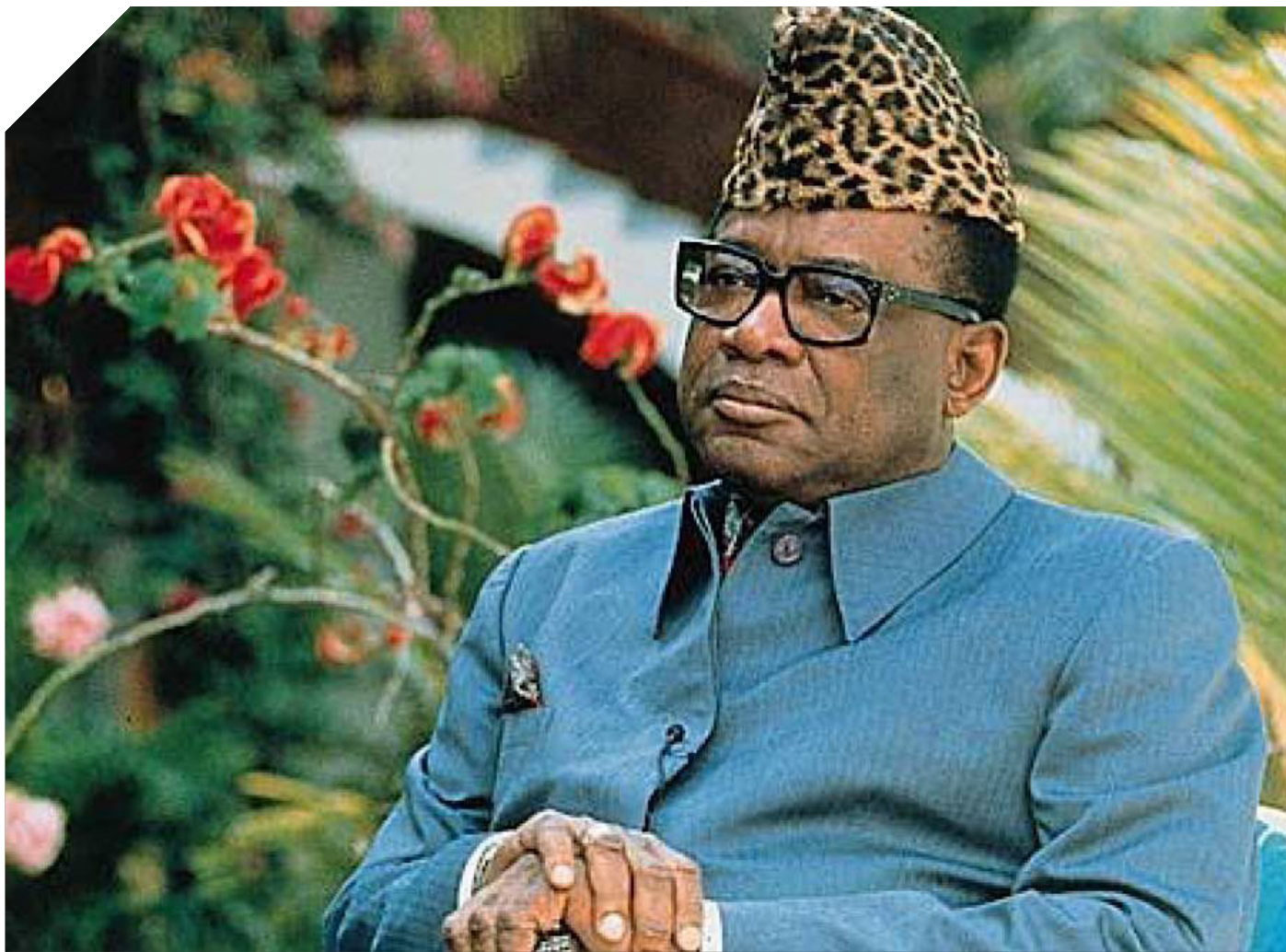
Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

Dépôt légal N° 09629571

Représentant espace Schengen

Celio Van NDAYE 0033749299540



LA VIE DE MOBUTU SE CONFOND ET S'IDENTIFIE AVEC L'HISTOIRE DU ZAÏRE.

LE 7 SEPTEMBRE 1997 DISPARAISSAIT LE MARÉCHAL MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WAZA BANGA

Joseph-Désiré Mobutu est né le 14 octobre 1930 à Lisala, à l'Équateur, dans le Nord du Congo belge, il est le fils de Gbemany et de Mama Yemo.

Ses parents étaient d'origine très modeste. Le malheur frappe Mobutu dès l'âge de 7 ans, son père meurt et sa mère se retrouve sans ressources. Il sera placé dans un internat tenu par des missionnaires, éloigné de cette mère qu'il adorait, Mobutu

aura du mal à s'accommoder de cette séparation et de la discipline spartiate que les Pères missionnaires entendaient faire régner. Les missionnaires lui reconnaissent une intelligence très vive et une forte personnalité, il était passionné de lecture, il lisait les livres d'histoire et les essais politiques. Il achève ses études secondaires chez les frères des écoles chrétiennes à Coquilhatville, lorsqu'il est renvoyé pour avoir prolongé

sans autorisation un congé scolaire à Léopoldville (Kinshasa). Il sera dénoncé par son ami. À l'époque, un règlement de l'administration coloniale veut que tout élève du secondaire renvoyé de l'école soit enrôlé d'office dans la Force publique pour une période de 7 ans.

En 1950, il se retrouve à l'école des sous-officiers de Luluabourg, les officiers instructeurs sont frappés par



sa personnalité, en 1954, il obtient le grade de sergent, son bulletin militaire est très flatteur : discipliné, ordonné, intelligent, très propre, sociable ; mention : excellent, convient pour le quartier général.

Au quartier général de la Force publique à Leopoldville, le sergent Mobutu reçut un accueil très chaleureux de la part de son nouveau supérieur, le colonel Marlière. Celui-ci avait la responsabilité d'une publication s'adressant aux soldats congolais, « Ya Biso ». Il en confia la rédaction à Mobutu. Le jeune sous-officier eût ainsi l'occasion d'accéder à toutes les bibliothèques, mais aussi de fréquenter les milieux politiques. C'est un homme

heureux, il épouse le 26 juin 1955, Marie-Antoinette Gbiatebua Yetene qui lui donne son premier fils, Jean-Paul Niwa Mobutu. Le colonel Marlière sera le parrain de son fils. Fin 1957, il se tourne vers le journalisme, un hebdomadaire vient de se créer à « Actualités africaines », il obtient le poste de reporter, puis d'éditorialiste. Il se retrouve au cœur des débats politiques qui agitent les milieux politiques congolais. Il adhère au MNC, le parti cher à Patrice Emery Lumumba, le 28 décembre 1958.

Fin 1959, Mobutu se trouve à Bruxelles, pour poursuivre une formation de

sociologie et journalisme, lorsque le gouvernement belge convoque une table ronde en vue de définir la date de l'indépendance.

L'indépendance ainsi proclamée, le 30 juin 1960, Joseph Kasa-Vubu est élu président de la République et Patrice Lumumba est chargé de former le premier gouvernement, dans lequel Mobutu se voit confier le poste de secrétaire d'État à la présidence du Conseil.

La Force publique se mutine, Mobutu est nommé colonel et chef d'état-major de l'armée congolaise par Lumumba, il se fait respecter par les soldats (il a été des leurs), il réussit à rétablir l'ordre.

L'anarchie se répand partout au Congo, Moïse Tshombé fait sécession, proclame l'indépendance du Katanga, le 9 août, Kalonji s'inspire de Tshombé et proclame l'indépendance de la province minière du Sud-Kasaï. Le 5 septembre, le président Joseph Kasa-Vubu destitue Lumumba, le 6 septembre Lumumba prononce la déchéance de Kasa-Vubu.

Dans la nuit du 13 au 14 septembre 1960, le colonel

Mobutu annonce que : « pour sortir le pays de l'impasse, l'armée congolaise a décidé de neutraliser les politiciens et les invite à se mettre d'accord ». Mobutu confie l'administration du pays à un collège de Commissaires généraux, composé d'une vingtaine d'universitaires. Il s'agissait d'Etienne Tshisekedi, Justin-Marie Bomboko, Albert Ndele, Marcel Lihau, Jonas Mukamba, Henri Takizala, Albert Mpase, Lebughe, Charles Bokonga, Fernand Kazadi, Mbeka, Kashemwa, etc.... Mais, la classe politique continue à se livrer à des querelles politiques et politiciennes. Entre 1960 et 1965, le Congo connaît un chaos indescriptible (des crises politiques récurrentes et des rébellions).

Cinqansaprès, le 24 novembre 1965, Mobutu réussit son coup d'état militaire, il met fin aux institutions de la 1ère république et destitue le président Joseph Kasa-Vubu. Le Haut Commandement militaire était composé des généraux Boboto, Massiala, Ingila, Bangala, Mulamba, Singa, Nzoigba, Itambo, Malila, Basuki, Tukuzu, et des colonels Tshatshi et Monyango.

Il a dirigé le pays d'une

main de fer pendant 32 ans, sans partage. Son bilan économique et social est globalement négatif, mais il a réussi à faire émerger chez les Congolais un profond sentiment d'appartenance à une même Nation. La fierté d'être tous, malgré leurs différences (le pays compte plus de 450 tribus), Zaïrois, aujourd'hui Congolais.

Il a été chassé par les armes,

le 17 mai 1997 par Laurent-Desiré Kabila, soutenu par les Rwandais et ougandais.

Le Maréchal décède d'un cancer de la prostate le 7 septembre 1997 à l'hôpital militaire Mohammed V de Rabat, et est inhumé au cimetière européen de la ville, quatre mois après l'accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila.

Jean-Claude Mombong





IL Y A 27 ANS MOURRAIT LE MARÉCHAL MOBUTU TOUJOURS DANS NOS CŒURS

Il y a 27 ans, jour pour jour, Le maréchal Mobutu quittait ce monde pour se coucher avec ses pères. Fidèle à sa tradition, Le PR 05 assiste à la messe des suffrages organisée en sa mémoire en ces moments en la cathédrale NDC.

Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga¹, couramment abrégé en Mobutu Sese Seko, né Joseph-Désiré Mobutu le 14 octobre 1930 à Lisala (Congo belge) et mort le 7 septembre 1997 à Rabat (Maroc), est un homme d'État, militaire et dictateur zaïrois, ayant gouverné la république démocratique du Congo de 1965 à 1997, soit 32

ans de pouvoir.

Il devient président en 1965 par un coup d'État et met fin à la crise congolaise. Tentant de purger le pays de l'influence coloniale, il le rebaptise Zaïre en 1971 dans le cadre d'une politique de « zairianisation » et change son nom en Mobutu Sese Seko un an plus tard. Il impose une dictature à parti unique gouvernée par

son Mouvement populaire de la Révolution (MPR) ainsi qu'un culte de la personnalité. Sous son régime, le pays éprouve une violation généralisée des droits de l'homme ainsi que l'hyperinflation. Simultanément, il obtient une réputation de kleptocrate pour sa corruption, ses extravagances, ainsi que sa fortune personnelle. En politique extérieure, il soutient les rebelles de l'UNITA et du FNLA dans la guerre civile angolaise, et son régime reçoit le soutien des pays occidentaux qui le perçoivent comme un adversaire du communisme en Afrique francophone. Il reçoit également du soutien et de l'aide financière de la Chine pour son opposition à l'Union soviétique.

Après la fin de la guerre froide, son régime s'affaiblit en raison de la fin de l'aide financière occidentale. À l'issue du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, le nouveau gouvernement rwandais soutient une invasion rebelle du Zaïre par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) en novembre 1996 lors de la première guerre du Congo et renverse son régime en mai 1997. Il s'enfuit alors en exil et meurt d'un cancer de la prostate trois mois plus tard au Maroc

Joseph-Désiré Mobutu est né à Lisala en 1930. Son père, Albéric Gbemani, cuisinier pour un magistrat colonial de Lisala, meurt alors que le jeune Joseph-Désiré n'a que 8 ans². Élevé par son grand-père et un oncle, il poursuit ses études dans une école catholique. Alors âgé de 20 ans, il s'enrôle dans la Force publique à Luluabourg. Il y obtient le brevet de secrétaire-comptable, avant d'être affecté à l'état-major de Léopoldville, en 1953.

À 25 ans, il se marie à Marie-Antoinette Gbiatibwa Yetene, âgée de 14 ans et avec laquelle il aura huit enfants³.

Après son passage dans l'armée, dont il sort sous-officier, il devient journaliste pour le quotidien libéral de Léopoldville L'Avenir. En 1957, grâce à l'un de ses mentors, le journaliste Antoine-Roger Bolamba, il rencontre Patrice Lumumba. Il voyage pour la première fois en Europe lors d'un congrès de presse à Bruxelles, où il reste quelque temps pour suivre une formation d'assistant social.

Au même moment, les représentants du Mouvement national congolais (MNC), menés par Patrice Lumumba, négocient l'indépendance de la colonie. Lorsqu'ils arrivent à Bruxelles pour la tenue d'une table ronde, Mobutu se joint à eux avec Antoine Kiwewa et devient membre du MNC ; en janvier-février 1960. C'est à cette occasion qu'il est repéré par Larry Devlin (en) officier de la CIA et futur chef d'antenne de la CIA au Congo avec lequel il établit de bonnes relations. En juillet 1960, il devient secrétaire d'État du gouvernement indépendant de Patrice Lumumba. Il profite du désaccord entre les différents hommes politiques et du fait d'être l'un des seuls lumumbistes à avoir une quelconque expérience militaire pour évoluer très rapidement dans la hiérarchie militaire. C'est ainsi, en tant que chef d'état-major adjoint et sous l'influence de l'ambassadeur de Belgique, qu'il fait arrêter et assigner à résidence Lumumba en 1960. Ce premier coup d'État le 14 septembre 1960 compte beaucoup dans les relations entre les Belges et Mobutu. Il met en place un gouvernement

temporaire, le Collège des commissaires généraux. Devant les caméras, Mobutu accuse ensuite Lumumba de sympathie pro-communiste pour s'attirer le soutien des États-Unis. Lumumba tente de s'enfuir à Stanleyville, mais est rattrapé en chemin par les soldats. Mobutu le fait mettre en prison, où il est maltraité et torturé. Il est ensuite envoyé à la république du Katanga de Moïse Tshombe, où il est assassiné le 17 janvier 1961, son corps « disparu en brousse » selon les documents officiels⁵. Sous la direction de Pierre Mulele, des rebelles partisans de Lumumba partent en guerre contre Mobutu. Ils occupent rapidement deux-tiers du Congo, mais avec l'aide des États-Unis, Mobutu parvient à reconquérir l'ensemble du territoire. Cette « victoire », impossible sans l'aide occidentale, est habilement mise à profit en interne par Mobutu se parant de la vertu de pacificateur, d'unificateur du territoire. Il pose ainsi son pouvoir sur deux piliers : à l'extérieur, le contexte de la guerre froide et à l'intérieur, la stabilité. Un autre moyen d'affermir son pouvoir est la prise de contrôle du pouvoir politique, dont le corollaire est la répression d'une partie des citoyens congolais.

Prise du pouvoir en 1965

Après avoir réorganisé l'armée, il mène le 24 novembre 1965 un coup d'État contre Joseph Kasa-Vubu, premier président de l'ancien Congo belge. Il est soutenu par la Central Intelligence Agency (CIA) lors de son coup d'État⁶. Suivant une crise politique aiguë entre le président Kasa-Vubu et le gouvernement de Tshombe, ce coup d'État est acclamé et accepté de tous, Kasa-Vubu l'en remercie, Tshombe en est «

absolument ravi », les syndicats CSLC, UTC et FGTK soutiennent le nouveau pouvoir de même que les organisations estudiantines UGEC et AGL. La population tant congolaise qu'étrangère applaudit le coup. À l'étranger, la Belgique et les États-Unis sont les premiers à reconnaître le nouveau président. La Chine et l'URSS, mais aussi la France, montrent des réticences⁷.

Consolidation du régime

Le 2 juin 1966, la population a pu mesurer toute la détermination de Mobutu, qui fit pendre sur la place publique quatre anciens ministres accusés à tort de complot : Alexandre Mahamba, Jérôme Anany, Emmanuel Bamba ainsi que l'ancien Premier ministre Évariste Kimba⁸. Il demande l'extradition de Moïse Tshombé, arrêté à Alger en 1969, afin de le faire exécuter, mais celle-ci est refusée. L'ancien président Joseph Kasa-Vubu est quant à lui placé en résidence surveillée jusqu'à la fin de ses jours, tandis qu'Antoine Gizenga s'est exilé. Après la mort de Pierre Mulele, chef de la rébellion Simba, en octobre 1968, Mobutu est débarrassé de tous ses rivaux⁶.

En 1969, il fait écraser une révolte estudiantine. Les cadavres des étudiants abattus sont jetés dans des fosses communes et 12 étudiants sont condamnés à mort. L'université est fermée pendant un an et ses 2 000 étudiants enrôlés dans l'armée où, selon la télévision nationale, « ils apprennent à obéir et à fermer leur gueule. »

Il instaure un régime autoritaire à parti unique, « le Mouvement populaire de la Révolution » dont il devient maréchal-président en 1982. Un de ses

souhaits est que le pays retrouve sa culture profonde, c'est alors la Zaïrianisation (décolonisation culturelle). En 1971, « l'année des 3 Z », il renomme à la fois le pays, le fleuve et la monnaie sous le nom de Zaïre. La même année, il impose un costume traditionnel, crée une version zaïroise du costume occidental : « l'abacost » (à bas le costume) et il oblige les Zaïrois à choisir des prénoms d'origine africaine et locale (donc non chrétiens⁹), ce qu'il fait lui-même en devenant Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga, ce qui signifie, en langue lingala, « Mobutu le guerrier qui va de victoire en victoire sans que personne ne puisse l'arrêter »^{10,11}.

Affaires internationales

Les premières années, le régime est très bien vu sur le plan international, la personnalité affable du maréchal-président et les ressources naturelles du pays aidant un peu. Le Zaïre est alors considéré comme un exemple pour toute l'Afrique. Les investisseurs étrangers se précipitent sur les ressources naturelles dont le Zaïre est richement pourvu. L'État zaïrois lance alors une politique de grands travaux, les « éléphants blancs », qui donnent lieu à une importante corruption des élites politiques et administratives.

Pour le pouvoir gaulliste, qui soutenait Tshombe, Mobutu est l'homme des Américains et risque d'entraver les projets français dans la région. En juillet 1967, Paris incite le mercenaire français Bob Denard, alors colonel de l'armée congolaise, à appuyer une rébellion afin d'évincer Mobutu et de rétablir Tshombe à la tête de l'État congolais, sans que le projet

aboutisse⁶. La France fait échouer la tentative de Mobutu d'édifier avec le Tchad et la Centrafrique une Union des États d'Afrique australe (UEAC) visant à affranchir ses membres des puissances européennes, dont en particulier la France, en convainquant Bokassa de se retirer du projet⁶. Les relations entre Kinshasa et Paris s'améliorent à la fin des années 1960 ; Mobutu est même le dernier chef d'État à être reçu à l'Élysée par Charles de Gaulle avant la démission de ce dernier. Le rapprochement avec la France s'accroît encore sous Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, et des accords de coopération militaire sont mis sur pied dans les années 1970⁶.

En tant que colonisé et ex-soldat de la Force publique, Mobutu représente ce qu'aime l'administration belge, il sait les caresser dans le sens du poil, comme avec l'arrestation de Lumumba, mais il sait aussi qu'il a besoin du soutien des populations congolaises et c'est ainsi qu'il fait de Lumumba le héros national, le premier martyr de l'indépendance économique et c'est en son nom que les toutes puissantes entreprises minières belges sont nationalisées en 1966. Ces nationalisations interviennent en représailles à la libre parution en Belgique (alors que la France a censuré l'ouvrage) du livre de l'avocat belge Jules Chomé, qui décrit le règne de terreur au Zaïre⁶. Avec Mobutu, le Congo est un partenaire des États-Unis, conditionné à la lutte contre la montée communiste en Afrique australe et à la non participation au mouvement des non-alignés (lequel reste dans les faits très léger). L'ambassade soviétique

est ainsi fermée pendant les huit premières années du régime de Mobutu, des diplomates ont été à certaines périodes expulsés ou accusés de collusion avec des manifestants étudiants et Mobutu n'a jamais effectué de visite diplomatique à Moscou. Le pays initie une diplomatie avec la Chine seulement après le virage pro-chinois de Nixon en 1972 et s'aligne plusieurs fois sur les votes américains à l'Assemblée générale des Nations unies. Même si le Zaïre proclame appliquer un « nationalisme économique », sa politique n'est en réalité pas anti-libérale¹².

Mobutu avec le prince Bernhard des Pays-Bas en 1973.

Mobutu accueille dans sa capitale le gouvernement angolais en exil qui lutte pour son indépendance, mais les communistes du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) en sont exclus. L'aide américaine aux guérilleros angolais du Front national de libération de l'Angola (FLNA) et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), pendant la guerre civile angolaise et la guerre de la frontière sud-africaine passe par le Congo.

Mobutu Sese Seko en 1973, portant, comme à son habitude, la toque en peau de léopard et la canne.

Au fil du temps, les méthodes du régime et le non-respect des droits de l'homme le déconsidèrent aux yeux des démocraties. Au-delà du soutien parfois difficile de la France et de la Belgique¹³, Mobutu fait appel au début des années 1970 à la Chine communiste, à la Corée du Nord et à Israël¹⁴. Les instructeurs israéliens cessent

néanmoins dès 1972 de former la division présidentielle, Mobutu adoptant d'abord une politique pro-arabe¹⁴. Ils reviennent quelques années plus tard¹⁵. Contrairement à la plupart des gouvernements africains, Mobutu soutient le régime ségrégationniste de l'Afrique du Sud au nom de la lutte contre le communisme¹⁶.

Kleptocratie et crise économique Ayant basé le développement du Zaïre sur le modèle d'une économie rentière, Mobutu ne peut qu'en constater les inconvénients lorsque se produit une subite chute des cours du cuivre. L'endettement ne cesse de croître (887 millions de dollars de dette en 1975) et le déficit budgétaire s'élève à 32 % du budget de l'État en 1977. Les finances publiques ayant soudainement fondu, Mobutu lance le Zaïre dans une politique de « zaïrianisation » de l'économie, sous forme de nationalisations abruptes. Les chefs d'entreprises étrangères doivent remettre sans délai les sites concernés aux membres de l'armée zaïroise venus faire appliquer le décret de zaïrianisation. Toutefois, ces entreprises devinrent un bon moyen d'acheter la fidélité de leurs nouveaux dirigeants à un régime à bout de souffle. En effet, les bénéficiaires de la zaïrianisation, tous proches du régime, considèrent ces entreprises comme leur propriété personnelle sans se préoccuper de leur gestion. La corruption devint de plus en plus endémique (on parle pour le régime mobutiste de « kleptocratie », littéralement « gouvernement par le vol »), la situation économique et sociale de l'écrasante majorité

des Zaïrois se dégrada de façon dramatique. Neuf plans de stabilité et programmes d'ajustement structurels mis en place avec le Fonds monétaire international (FMI) n'aident en rien l'économie à se relever, en dépit d'une aide annuelle de 331 millions de dollars, qui est en partie détournée⁶.

L'économiste allemand Erwin Blumenthal est nommé à la tête de la Banque nationale du Zaïre en 1978 ; il démissionne un an plus tard, et écrit : « on ne peut pas plus empêcher Mobutu de piller qu'un chat d'attraper les souris ». L'argent détourné sert aussi à acheter le soutien de dignitaires occidentaux, hommes d'affaires ou hommes politiques. D'après la journaliste britannique Michela Wrong, le président français Giscard d'Estaing était au nombre des bénéficiaires, recevant de somptueux cadeaux : des diamants pour son épouse et des remboursements de prêts pour des sociétés où la famille Giscard possède des intérêts⁶.

Conflits militaires

Mobutu Sese Seko en mai 1978. Face à la retraite militaire soudaine des Portugais en Angola, en 1975, il envoie ses troupes pour soutenir le FLNA contre la guérilla du MPLA qui a déjà pris Luanda, la capitale. 20 000 soldats cubains débarquent néanmoins très rapidement au secours d'António Agostinho Neto et repoussent les troupes de Mobutu. La situation s'aggrave et le Zaïre est dorénavant impliqué dans la guerre froide soutenant les rebelles angolais (UNITA, FLNA) avec les États-Unis et le régime de l'apartheid face aux communistes (MPLA,

Cuba, URSS). Pour déstabiliser Mobutu, Agostinho Neto envoie les rebelles du Front national de libération du Congo, combattants congolais exilés en Angola, dans le Shaba en 1977, puis de nouveau en mai 1978, contre une armée zaïroise dont les quelque 45 000 hommes sont globalement indisciplinés, sous-équipés et mal payés. En conséquence, ils sont de plus en plus nombreux à fuir les combats pendant les première et seconde guerres du Shaba. Les populations katangaises, quant à elles, soutiennent les gendarmes pour des raisons ethniques ainsi que par lassitude de la dictature et n'hésitent pas à collaborer contre le régime [réf. nécessaire]. Mobutu élabore lui-même les plans de bataille, toutefois en dépit des conseils de ses officiers plus qualifiés¹⁷.

Une intervention française est décidée par le président Valéry Giscard d'Estaing en avril 1977. Des officiers français sont chargés de réorganiser et de conseiller l'armée mobutiste. L'« opération Verveine » est lancée peu après, consistant en l'acheminement par des avions de transport français de 1 500 soldats marocains. Après la prise de Kolwezi un an plus tard, lors de la seconde guerre du Shaba, par les Tigres, la France intervient à nouveau. Le 19 mai 1978, 700 parachutistes du 2e REP de la Légion étrangère dirigés par le colonel Philippe Erulin, agissant aux côtés de troupes belges, reprennent Kolwezi. Les soldats français restent plusieurs semaines pour stabiliser la région au profit de Mobutu, avant d'être relayés par les troupes de différents pays africains pro-occidentaux.



LE MARÉCHAL MOBUTU DEMEURE LE SYMBOLE DE L'UNITÉ NATIONALE

L'apogée du Président Mobutu : l'unité nationale. Le Maréchal Mobutu demeure le symbole de l'unité nationale. Parmi les fleurs jetées à Mobutu, il y a l'unité des Congolais et l'intégrité territoriale. C'est l'héritage du régime Mobutu laissé aux Congolais. La région des Grands Lacs est entrée dans la zone de turbulence, il y a une décennie maintenant. Les Congolais font face aux nombreux défis notamment celui de l'intégrité territoriale. En effet, l'intégrité territoriale fait partie essentielle du pouvoir et tous les régimes qui succèdent à Mobutu sont confrontés à ce déficit. Comment peut-on alors comprendre cela ?

La reconnaissance de cet acquis à Mobutu est légitime, mais il faut voir cela dans le prisme de la géopolitique de la guerre froide. Mobutu était un acteur important pour l'équilibre de l'Afrique centrale. Avec l'influence de l'Occident, la RDC comme bouclier contre le communisme et un territoire regorgeant des minerais importants, ne devait pas constituer une zone de turbulence au risque de tomber dans les mains de l'URSS. Ainsi, le Président Mobutu durant tout son règne a profité de ce privilège. Il était rassembleur, le vainqueur de la rébellion muleliste-lumumbiste de 1964, la sécession katangaise ; il a sauvé le pays de deux guerres du Shaba.

Cependant, quand il a plu à ses maîtres de changer la destinée de la RDC, Mobutu était réduit à son rôle d'un simple pion. Il s'était retrouvé devant son incapacité de défendre l'intégrité de son Zaïre tant aimé et d'assurer la sécurité des Zaïrois. Ainsi, il chute en mai 1997, chassé de Kinshasa comme un vagabond et meurt quatre mois plus tard en exil au Maroc. Depuis longtemps déjà, l'Amérique et la CIA l'ont abandonné comme un Kleenex usagé. Celui qui fut, en 1960, 'the right man at the right place and at the right time' était devenu obsolète après la fin de la guerre froide. Pis, gênant^{93(*)}. Au mépris flagrant des droits de l'homme. Le bâton de commandement était passé entre les mains de Laurent Désiré Kabila. Pour prouver que la destinée de ce pays leur dépend, ils ont propulsé, en un temps record, Laurent Désiré Kabila à chasser Mobutu pour sept mois seulement. Kabila à son tour en payera le prix.

Depuis l'indépendance du Congo, le pays est resté dans la sphère des contraintes géopolitiques. A l'indépendance c'était les contraintes de la guerre froide et le Congo jouait le rôle du bouclier de l'Occident contre le communisme. Ce qui avait renforcé l'image du président Mobutu jusqu'à la chute du mur de Berlin. Cette chute du mur de Berlin, symbole de la chute du communisme, a changé le statut du monde. Les Etats Unis sont restés le seul maître du monde. Le Congo perd son statut de bouclier contre le communisme. Ce qui conditionne une nouvelle configuration du monde par le fait même de la RDC.



LES BOXEURS ET LE DICTATEUR, LE COMBAT MYTHIQUE ALI-FOREMAN À KINSHASA (1974)

Quand les géants combattent, ils deviennent parfois des mythes. Et ils fabriquent ces instants qui galvanisent la société, qui cimentent une culture, qui créent une identité et qui sont -aussi- d'immenses réservoirs politiques. Cet épisode de l'Histoire Continue raconte un combat de boxe mythique entre deux boxeurs américains, payés par le Président Mobutu. On l'a appelé le «Combat du Siècle», le «Choc des Titans», le «Rumble in the Jungle».

30 octobre 1974. Kinshasa. La clameur et la chaleur remplissent déjà l'air du Stade du 20 mai. Il est 4 heures du matin, et pourtant, la foule se masse dans les gradins. Les cordes étirées du ring attendent, plantées au milieu du stade. Autour, c'est l'effervescence.

Sur les pourtours, les places les

moins chères, à 5 zaïres (400 francs belges, ou 10 euros) ont toutes trouvé preneur. A Kinshasa, nombreux sont ceux qui ont économisé pendant des semaines. Plus on s'approche du ring, plus les places coûtent cher. Sur la pelouse du stade, au plus proche, des fauteuils ont été installés, à 125 zaïres (10.000 francs belges, 250 euros).

Ceux qui sont là comptent, à Kinshasa ou ailleurs. Ce sont surtout des Américains : l'ancien champion de boxe Joe Frazier, l'écrivain Norman Mailer... Des centaines de journalistes ont été accrédités.

Ali Bomayé : «Ali tue-le !» Tout à coup, la foule électrique hurle : «Ali bomaye !». Ali, tue-le. Mohammed Ali fait son entrée dans le stade, vêtu d'un peignoir blanc. Visage tendu, pommettes saillantes, mains bandées. Il esquisse quelques pas d'échauffement.

La clameur reprend. Georges Foreman, peignoir rouge et bleu tente une entrée aussi fracassante que celle de Mohamed Ali. Mais dans la foule, l'excitation s'est transformée en huées. Dans cette scène se joue déjà toute l'histoire de ce combat.

Un combat de boxe historique est donc sur le point d'avoir lieu, entre deux Américains... mais à Kinshasa. Pour comprendre pourquoi, il faut un petit peu remonter dans le temps.

En 1967, Mohammed Ali a perdu tous ses titres. Au sommet de sa gloire, le boxeur est condamné en justice parce qu'il a refusé de s'engager dans la guerre au Vietnam. Après ces années de vaches maigres, en 1974, Mohamed Ali est en pleine reconquête de ses titres. Mais le champion du monde, pour l'instant, c'est un colosse du nom de George Foreman.

Alors un homme, un booker américain, veut sauter sur l'occasion et organiser LE combat au sommet ! Il s'appelle Don King, et il promet la somme de cinq millions de dollars aux deux hommes s'ils acceptent de s'affronter.

Pour Mohammed Ali, le retour à l'Afrique. Mais voilà, cette somme, il faut la trouver. Et il y a quelqu'un à l'autre bout du monde qui est prêt à la payer. Cet homme, c'est le maréchal-président Mobutu du Zaïre. Il paiera, mais à une condition : que le combat ait lieu à Kinshasa. Et cette idée plaît à Mohammed Ali, engagé dans les Black Panthers. C'est, pour lui, un

moyen de plonger aux racines de son identité africaine.

A portrait of President of Zaire Mobutu Sese Seko is seen at the stadium in Kinshasa on October 30, 1974 during the fight between US boxing heavyweight champions, Muhammad Ali (born Cassius Clay) and George Foreman. A portrait of President of Zaire Mobutu Sese Seko is seen at the stadium in Kinshasa on October 30, 1974 during the fight between US boxing heavyweight champions, Muhammad Ali (born Cassius Clay) and George Foreman. © AFP or licensors

Une fois les boxeurs arrivés à Kinshasa. Georges Foreman joue l'Américain distant, installé à l'hôtel Intercontinental, repère des Occidentaux. Pendant ce temps-là, Mohammed Ali s'est installé dans le complexe de la Nsele, où il s'entraîne, hébergé par Mobutu. Il joue le Zaïrois. Et à Kinshasa, tou... [13:16, 07/09/2023] M Jp Eale: Une date , un évènement : 20 MAI 1967 Création du MPR – Parti-État. Quel bilan ?

Le président promulgue le Manifeste de la Nsélé le 20 mai 1967, créant de facto le «Mouvement populaire de la Révolution» (MPR), un parti politique dont tous les Zaïrois sont membres de droit dès leur naissance, «des ancêtres aux fœtus». Son emblème est une main tenant un flambeau allumé. Sa devise? «MPR: Servir». Chef charismatique du parti-État, Mobutu se pose en démiurge: il est le «père

fondateur de la nation», celui qui a donné son unité au territoire et sa dignité au peuple zaïrois. Le manifeste de la N'sele est la charte rédigée par Joseph Mobutu, Justin Bomboko, Étienne Tshisekedi et Joseph Untube N'singa Udjuu, promulguée le 20 mai 1967. Le bureau politique du parti en est l'organe suprême. Sa prédominance sur l'Assemblée nationale et sur le congrès du parti fut établie également en mai 1972. Le bureau est composé des plus hautes personnalités civiles et militaires du pays , des généraux, des ministres, des députés de hauts magistrats, professeurs d'université.

Au sein du bureau, qui comptait trente-deux membres , il existait un comité permanent de huit membres qui formaient un cabinet de travail restreint à la disposition du président de la République. À ces organes , il fallait ajouter les forces de l'Armée. La présence d'universitaires technocrates, de militaires et de députés au sein du bureau politique fait de celui-ci l'organe clé de la politique présidentielle. 53 après , les jeunes générations

commencent à reparler du MPR , et pourtant ce parti était vilipendé , qu'est-ce qui s'est passé pour que les congolais commencent à regretter le MPR? Le 24 avril 1990, lorsque Mobutu a décrété le multipartisme, suite à la pression internationale et , les congolais empreints d'une attitude plus euphorique qu'analytique avait applaudi le multipartisme, mal recyclés à la modernité démocratique, les congolais regrettent aujourd'hui le MPR. Et pourtant , le président de la République se trouvait à la tête de toutes les institutions politiques importantes et disposait du pays comme de son patrimoine privé: il contrôle et répartit toutes les charges, tous les postes, tous les avantages liés au pouvoir. Tout revenu, toute nomination, toute promotion dépend en dernière instance du bon vouloir présidentiel. Aucune fortune, aucune entreprise, aucune position n'est à l'abri d'une décision du président Mobutu. La grande bourgeoisie était donc exclusivement une bourgeoisie d'Etat MPR





UNE DATE , UN ÉVÈNEMENT

20 MAI 1967 CRÉATION DU MPR – PARTI-ÉTAT. QUEL BILAN ?

Le président promulgue le Manifeste de la Nsélé le 20 mai 1967, créant de facto le «Mouvement populaire de la Révolution» (MPR), un parti politique dont tous les Zaïrois sont membres de droit dès leur naissance, «des ancêtres aux fœtus». Son emblème est une main tenant un flambeau allumé. Sa devise? «MPR: Servir». Chef charismatique du parti-État, Mobutu se pose en demiurge: il est le «père fondateur de la nation», celui qui a donné son unité au territoire et sa dignité au peuple zaïrois. Le manifeste de la N'sele est la charte rédigée par Joseph Mobutu, Justin Bomboko, Étienne Tshisekedi et Joseph Untube N'singa Udjoo, promulguée le 20 mai 1967. Le bureau politique du parti en est l'organe suprême. Sa prédominance sur l'Assemblée nationale et sur le congrès du

parti fut établie également en mal 1972. Le bureau est composé des plus hautes personnalités civiles et militaires du pays, des généraux, des ministres, des députés de hauts magistrats, professeurs d'université.

Au sein du bureau, qui comptait trente-deux membres, il existait un comité permanent de huit membres qui formaient un cabinet de travail restreint à la disposition du président de la République. À ces organes, il fallait ajouter les forces de l'Armée. La présence d'universitaires technocrates, de militaires et de députés au sein du bureau politique fait de celui-ci l'organe clé de la politique présidentielle. 53 ans après, les jeunes générations commencent à reparler du MPR, et pourtant ce parti était vilipendé, qu'est-ce qui s'est passé pour que les congolais commencent à regretter le MPR ?

Le 24 avril 1990, lorsque Mobutu a décrété le multipartisme, suite à la pression internationale et, les congolais empreints d'une attitude plus euphorique qu'analytique avait applaudi le multipartisme, mal recyclés à la modernité démocratique, les congolais regrettent aujourd'hui le MPR. Et pourtant, le président de la République se trouvait à la tête de toutes les institutions politiques importantes et disposait du pays comme de son patrimoine privé: il contrôlait et répartit toutes les charges, tous les postes, tous les avantages liés au pouvoir. Tout revenu, toute nomination, toute promotion dépend en dernière instance du bon vouloir présidentiel. Aucune fortune, aucune entreprise, aucune position n'est à l'abri d'une décision du président Mobutu. La grande bourgeoisie était donc exclusivement une bourgeoisie d'État MPR.



MOBUTU : LA FIN D'UN MONDE

Mobutiste un jour, mais pas toujours. Il fut le dernier commandant en chef de l'armée zaïroise, ce général d'une armée morte entre opérette et tragédie, dont l'effondrement total en moins de six mois bouleversa la carte géopolitique de l'Afrique centrale. Il fut, aussi, le dernier ministre de la Défense d'un régime aux abois, décomposé autour de son fondateur grabataire, tétanisé par l'avancée des « rebelles » et de leurs protecteurs.

Lui : Donatien Mahele Lieko Bokungu, Donat pour ses proches, assassiné à Kinshasa dans la nuit du 16 au 17 mai 1997 alors que les petits hommes verts de Laurent-Désiré Kabila entraînent dans les faubourgs de cette ville offerte et vénéneuse. L'itinéraire et le destin de cet homme, traître pour les uns, martyr pour les

autres, sont exemplaires. Ils éclairent quelques-uns des aspects inconnus et fournissent des clés essentielles pour comprendre ce que fut une révolution majeure au cœur du continent. A travers l'aventure tragique du général Mahele, le voile se lève sur une partie de l'histoire secrète de la chute de Mobutu...

Celui dont certains, dans l'entourage du président Kabila, rêvent de faire un héros national au même titre que Lumumba et dont les obsèques, fin mai à Kinshasa, furent quasi officielles, ne fut jamais un mobutiste de cœur et de sang, même si comme tant d'autres, il servit le maréchal omnipotent et bénéficia de ses faveurs. Né le 15 avril 1941, dans ce qui s'appelait à l'époque Léopoldville, au sein d'une famille mbunza originaire de la province septentrionale de l'Equateur, Donatien Mahele

choisit tout naturellement le métier des armes. Tribu guerrière, les Mbunzas ont donné nombre d'officiers supérieurs à l'armée zaïroise. Parmi eux, le général Eluki, cousin germain et futur ennemi juré de Mahele. Très jeune – il a à peine 20 ans – Donatien flirte avec les idées lumumbistes et adhère, en 1963, à l'organisation de jeunesse du Mouvement national congolais. Deux ans plus tard, Mobutu prend le pouvoir. Mahele est envoyé en formation au camp de Kitona, où des instructeurs belges le prennent en charge, puis chez les paras commandos de Ndjili où il noue avec les conseillers français du général Jeannou-Lacaze des relations qui ne seront rompues que trente ans plus tard, quelques semaines avant sa mort.

Sous-lieutenant, Mahele intègre en 1968 la prestigieuse garde présidentielle de Mobutu. Le futur conseiller du maréchal, Edouard Mokolo wa Mpombo, qui le croise alors, se souvient d'un militaire « intègre et surtout nationaliste », dur aussi, voire féroce. Surprenant un garde du corps en plein sommeil devant la porte du président, il le secoue, le frappe et lui tord le bras au point de le briser.

Un incident qui lui vaut d'être muté au Centre de formation des commandos de Kotakoli, en tant qu'instructeur. En ce début des années soixante-dix, des purges successives frappent les officiers des Forces armées zaïroises (FAZ) que leurs idées ou leurs origines régionales rendent suspects aux yeux de Mobutu. Parmi eux, le capitaine

Joe Ndjoku, un saint-cyrien, qui s'ouvre à Mahele – fraîchement nommé commandant du camp de Kotakoli – d'un projet de coup d'Etat. « Ne m'en parles plus jamais ! » tonne Mahele, qui s'arrange néanmoins pour faire exfiltrer vers la France, dans le plus grand secret, l'apprenti putschiste. Donatien est loyaliste, mais il « comprend » les frustrations de ses camarades. Certains d'entre eux pensent, déjà, qu'il attend son heure.

La gloire de Mahele – et sa popularité qui désormais ne se démentira pas survient en mai 1978 lors de la deuxième invasion du Shaba par les ex-gendarmes katangais. Le général Bumba, un Mbunza, commandant en chef des FAZ et surtout le colonel Ikuku qui commande le théâtre d'opérations l'appellent à leurs côtés. Nommé major, Mahele saute sur Kolwezi à la tête de la 31e brigade parachutiste et tient l'aéroport jusqu'à l'arrivée des légionnaires français et des Marocains du colonel Loubaris.

En quelques jours, de Kinshasa à Goma, le Zaïre tout entier en fait un héros. Phénomène irritant aux yeux de la garde rapprochée de Mobutu, qui obtient que Mahele soit enfermé dans un placard doré : chargé de cours à l'Ecole supérieure militaire de Kinshasa Binza. C'est alors que les amis français du major, qui se morfond, interviennent. Le général Lacaze et le colonel Alain Gagneron de Marolles – alias colonel Saint-Julien -, du SDECE (Services spéciaux), obtiennent l'accord de Mobutu

pour un stage de deux ans à l'Ecole de guerre de Paris. Logé dans un appartement du ministère de la Défense, porte de Clignancourt, avec son épouse, l'avocate Marie-Jeanne Mondo, Mahele apparaît alors de plus en plus comme « l'homme des Français ».

Lorsqu'il revient au Zaïre en 1984, avec le grade de lieutenant-colonel, Donatien Mahele Lieko Bokungu découvre une armée en voie de « ngbandisation » accélérée. Ce sont les généraux ngbandis – l'ethnie de Mobutu -, Nzimbi et Baramoto, qui dirigent la Division spéciale présidentielle (DSP) et la Garde civile, deux nouvelles unités particulièrement choyées au détriment des FAZ, laissées en déshérence.

Mahele obtient pourtant un poste de confiance : la direction du SARM, le Service d'action et de renseignement militaires. Mais sa tâche est de surveiller les frontières, pas de se mêler de politique intérieure. Mahele s'ennuie et, comme tout un chacun, fait quelques affaires, même si son enrichissement personnel n'atteindra jamais celui de ses rivaux.

Il acquiert deux vedettes pour remonter le fleuve, l'Akonganga Mohela et l'Ave Maria, se fait construire une villa à Kinshasa et en achète une autre à Waterloo, dans la banlieue de Bruxelles. A côté des généraux Nzimbi, Baramoto et Eluki, ou encore du contre-amiral Mavua, dont les biens se multiplient ces années-là à une vitesse vertigineuse, Mahele est un « petit ».

Catholique pratiquant, amateur de tennis, il passe alors pour un personnage discret et apolitique.

Fin 1990, c'est à nouveau l'appel du baroud. Le colonel Mahele est nommé à la tête du contingent zaïrois envoyé par Mobutu à la rescousse de son ami, le président rwandais Juvénal Habyarimana. Avec ses méthodes, parfois expéditives, Mahele contribue à repousser la première offensive du Front patriotique rwandais (FPR) sur Kigali, et c'est au cours d'un combat contre les FAZ que le premier chef militaire du FPR, le commandant Fred Rwigyema, trouve la mort. D'où la méfiance, pour ne pas dire plus, que manifesteront plus tard à l'égard de Mahele les protecteurs rwandais de Kabila, en particulier le général Kagame. Pour l'instant, une nouvelle fois, Mahele revient en héros à Kinshasa. Il gagne dans l'affaire ses deux étoiles de général de brigade et reprend son poste. Pour quelques mois.

En septembre 1991 éclate en effet le premier « grand pillage » de Kinshasa par l'armée. Sous-payés, mal commandés, les soldats des FAZ ratissent villas et commerces du centre-ville pendant deux journées de folie. Furieux, Mobutu limoge le chef d'état-major, le général Mazembe, et nomme à sa place Mahele, le seul à même, par son prestige, de rétablir un semblant d'ordre. Général de division, puis général de corps d'armée en un temps record, Donatien Mahele ne cache pas son mépris, lui l'homme de terrain, pour les « généraux

d'ordonnance » repus. Pour le petit peuple de Kinshasa, qui, ravi, compte les points, c'est « la guerre des étoiles ».

Janvier 1993 : bis repetita. Cette fois, c'est la DSP du général Nzimbi Ngbale Kongo wa Bassa qui pille la capitale. Mahele réagit immédiatement. A la tête de ses commandos, toujours flanqué de son inséparable « Rambo » – cousin et garde du corps, – le chef d'état-major écrase lui-même la rébellion, à coups de grenades et sans sommations. La DSP ne le lui pardonnera pas, son chef, Nzimbi, encore moins, désormais à l'affût du moindre faux pas. Quelques semaines plus tard, Nzimbi tient sa revanche. Dans le cadre d'une conférence nationale qui agonise, Mahele fait en effet parvenir à l'archevêque de Kisangani, Laurent Monsengwo, une communication qui sera lue à la tribune. « Au nom de l'armée zaïroise », le général Mahele y proclame que les FAZ ne sont pas la propriété d'un individu ou d'un clan mais « de la nation tout entière ». Trois jours plus tard, il est limogé et remplacé par Eluki.

Une traversée du désert de quatre ans pour Muhele. Commence alors, pour Mahele, une traversée du désert qui durera quatre ans. Nommé conseiller militaire de Mobutu – ce poste est une coquille vide, d'autant que le maréchal se méfie terriblement de lui -, il se retire dans sa plantation d'Ebona, non loin de Bumba, province de l'Equateur, sur ses terres en quelque sorte. La

Plantation et Elevage de la Mongala (PEM), c'est le petit royaume de Mahele : une huilerie pour palmistes, un hôpital, une église, plusieurs villas et 350 ouvriers agricoles. Le général y régente en féodal une production qui rapporte gros puisque la multinationale Unilever, ancien propriétaire de la PEM, la commercialise et paie rubis sur l'ongle.

Comment Mahele, dont on sait qu'il n'a pas la réputation d'un capteur de fonds, a-t-il pu réunir la somme nécessaire pour acquérir ce domaine de 1 million de dollars ? Ambiguïtés zaïroises : c'est Mobutu lui-même qui, via le gouverneur Nyembo Shabani, a offert au général l'argent nécessaire. Le bénéficiaire, selon ses proches, « estimait que cela lui était dû » après tant d'années passées dans l'armée sans s'enrichir. Il n'a donc pas refusé. Quant au maréchal, il trouvait sans doute judicieux de maintenir ainsi, dans le confort et à distance, un homme qu'il considérait depuis l'incident de la conférence nationale comme un rival potentiel.

Anesthésié, Mahele disparaît alors de l'avant-scène zaïroise. Il passe l'essentiel de son temps à Ebona et voyage beaucoup. On le voit en Chine, à Hong Kong, en Afrique du Sud, mais aussi à Paris où il maintient le contact avec ses amis militaires et responsables de la DGSE. On le sonde, parfois, sur ses intentions. Lui répond invariablement que, depuis la dispersion entre différents corps des éléments

de la 31^e brigade et du Centre de commandos de Kotakoli, il ne dispose plus d'aucune base sur laquelle s'appuyer. « Il n'y a qu'une seule armée qui vaille, c'est la DSP. Et elle est monoethnique. Toute tentative est donc vouée à l'échec. »

De plus en plus, il songe à démissionner et à se lancer une fois pour toutes dans les affaires. Ses proches, notamment les Français qui commencent à songer à lui comme carte de rechange, ont du mal à l'en dissuader. Lorsqu'en août 1996, Mobutu se fait opérer à Lausanne d'un cancer de la prostate, ils reviennent à la charge : « Tu dois attendre, te tenir en réserve. » Mahele acquiesce, presque à contrecœur. C'est alors que l'orage qui se lève à l'est va tout changer...

En octobre, de violents combats éclatent à Uvira, dans le Sud-Kivu, entre une mystérieuse Alliance des forces de libération du Congo et l'armée zaïroise. En novembre, Goma et Bukavu tombent. Depuis sa résidence de Roquebrune-Cap-Martin, Mobutu limoge Eluki de son poste de chef d'état-major et le remplace par le général Baramoto Kpara. Inexorablement, comme un château de cartes, les positions des FAZ s'effondrent les unes après les autres. Pis : les éléments de la Division spéciale présidentielle envoyés sur le front passent le plus clair de leur temps à se battre contre les autres unités de l'armée zaïroise, afin de pouvoir être les premiers à piller.

Le 17 décembre, après quatre mois d'absence, Mobutu rentre à Kinshasa avec en poche, sur l'insistance pressante des Français, le décret qui nomme à nouveau Mahele à la tête de l'état-major. « C'est votre seule chance », lui a-t-on dit. Le maréchal a longuement hésité face à la perspective d'un tandem Mahele-Kengo wa Dondo (le Premier ministre), qu'il juge peu sûr. Mais il n'a pas le choix : Paris est la seule capitale qui le soutienne encore.

Descendu de sa plantation d'Ebona le 18 décembre, le général Mahele est aussitôt pris en charge par les militaires français de l'ambassade. Soucieux de sa sécurité, ces derniers lui donnent trois conseils pressants : quitter sa villa du quartier de Mbinza, trop proche du camp Tshatshi de la DSP ; travailler ailleurs qu'au quartier général, situé lui aussi à Mbinza ; et limiter autant que possible ses déplacements sur le front. Ce ne sont pas les hommes de Kabila que redoutent les amis du général, mais bien une tentative d'assassinat par des éléments « incontrôlés » de la Division spéciale présidentielle ou de la Garde civile. Ambiance... Pendant deux mois, jusqu'à la fin février 1997, Mahele et les Français œuvrent main dans la main.

Avec l'appui, à Paris, de Fernand Wibaux et de Dominique de Villepin, le général met en place un plan de sauvetage politico-militaire qui équivaut en fait à un coup d'Etat en douceur. Un plan d'urgence

en quatre étapes : reconstitution, avec l'aide de matériel et d'instructeurs français, de la 31e brigade parachutiste ; réduction des effectifs « inutiles » des FAZ – de 80 000 à 30 000 hommes ; démantèlement, au besoin par la force, de la DSP ; mise en place d'un tandem Mahele-Kengo capable de négocier « la tête haute » avec Kabila, le maréchal étant contraint de régner sans gouverner.

Ce programme nécessite évidemment une forte implication française. Le président Chirac, à qui le projet est soumis, hésite. Il n'est pas hostile à l'envoi de vivres et de médicaments pour la brigade et n'écarte pas a priori quelques livraisons discrètes de matériel. Mais il est hors de question que des militaires français aillent se fourrer dans ce guêpier.

Consulté, le Premier ministre Alain Juppé est, lui, farouchement hostile à toute intervention directe ou indirecte de la France. Fin février, alors que les villes de Watsa, Kalemie, Isiro, Kalima et Kindu sont déjà tombées entre les mains des rebelles, une note de la DGSE fait la différence : si Mahele et Kengo prenaient le pouvoir, les généraux Nzimbi et Baramoto tenteraient à coup sûr un contre-putsch. Trop risqué. Chirac tranche : l'opération de soutien au général Mahele n'aura pas lieu.

Donatien Mahele est effondré. « Les Français m'ont trahi », confie-t-il à un proche. Le général, qui sait que des consignes secrètes ont été

données aux hommes de la DSP et de la Garde civile de ne pas obéir à ses ordres, est désormais convaincu que la bataille est perdue. Lui faut-il une preuve supplémentaire ? Il est à Kisangani, trois jours avant la chute de la ville, le 15 mars. Devant le dernier carré des défenseurs, il exhorte ses troupes à « sauver l'honneur » et conclut : « Ceux qui veulent se battre, à ma gauche ; ceux qui veulent se rendre, à ma droite ! » Sans mot dire, la quasi-totalité des soldats se rangent à sa droite. Ne demeurent, de l'autre côté, que les Rwandais des ex-FAR et les mercenaires serbes.

De retour à Kinshasa, Mahele est amer : « Cette armée en déroute n'est pas la mienne, c'est celle d'un clan ; ce que fait Kabila, j'aurais dû le faire depuis longtemps. » En fait, alors que le Premier ministre Kengo, rendu responsable de la perte de Kisangani, est « limogé » le 18 mars par le Parlement de transition, le général Mahele estime qu'il ne lui reste plus qu'à anticiper l'arrivée inéluctable à Kinshasa des troupes de Laurent Désiré Kabila. De quelle manière ?

C'est alors qu'entrent en scène, sur les talons des Français qui ont lâché leur protégé sans plus d'égards, les Américains... L'ambassadeur Daniel Simpson, en ce mois de mars, a une idée fixe : éviter que la libération de Kinshasa soit l'occasion d'un bain de sang sous l'œil indiscret des caméras de CNN.

Lui-même et le négociateur dépêché par Washington dans

la région, Bill Richardson, souhaitent donc une solution de compromis dans laquelle Kabila, Etienne Tshisekedi et les « éléments sains » de l'armée aient leur place. Elle implique, bien sûr, que Mobutu soit mis à l'écart et que la DSP soit démantelée. Pour cela, Mahele a un rôle central à jouer et les Américains le lui font savoir.

Très vite, le chef d'état-major se donne à eux comme il s'est donné aux Français, c'est-à-dire avec une évidente naïveté. Généralissime sans armée, il se persuade que Kabila a « besoin » de lui « s'il ne veut pas être le prisonnier de Kagame ». Il se prend aussi à rêver d'une élection présidentielle prochaine à laquelle il se présenterait sous une étiquette lumumbiste. Encouragé par les Américains et dans le plus grand secret, Mahele se résout enfin à franchir le Rubicon : en pleine guerre, et de lui-même, lui le chef d'état-major des FAZ prend contact avec l'ennemi.

Trahison ou patriotisme ? Ce contact est d'abord indirect. L'un de ses proches amis, Wilson Omanga, homme d'affaires kabiliste et neveu de Patrice Lumumba, le met en rapport avec Juliana Lumumba, la fille du leader défunt. Juliana, qui réside à Kinshasa où elle sympathise secrètement avec l'AFDL (elle est, aujourd'hui, vice-ministre de l'Information dans le gouvernement Kabila), fait parvenir au QG des rebelles à Goma ce qui apparaît comme une offre de dialogue. En retour, Mahele est contacté, tout aussi discrètement sur son

téléphone cellulaire, par l'un de ses amis d'enfance, Jean-Baptiste Mulemba.

Ce Mulemba est une figure de l'antimobutisme : ancien porte-parole des gendarmes katangais, ex-proprétaire d'un dancing à Bruxelles (le Cocody) et ancien gérant d'un restaurant africain à Paris, celui qui se fait appeler « Man Elijah » est un militant professionnel, lumumbiste dans l'âme, intelligent et homme de confiance de Kabila. Il a rejoint l'AFDL dès sa formation et cumule les fonctions de conseiller politique du président et de chef des services de renseignement.

Après la chute de Kinshasa, il sera nommé par Kabila à la tête de la Commission chargée d'enquêter sur les « biens mal acquis », l'un des postes clés dans l'administration du « nouveau Congo ». Mulemba convainc Mahele de passer, « pour le bien de tous », du dialogue à la collaboration. Mais le général est inquiet : la ligne téléphonique de son Cyrtel n'est pas sûre. Qu'à cela ne tienne. Les Américains, que Mahele tient informés, lui procurent une valise satellitaire « protégée », c'est-à-dire audible par eux seuls. Un jour, le 3 avril très exactement, la sonnerie retentit. A l'autre bout du fil : Laurent-Désiré Kabila.

En ce mois d'avril, Lubumbashi et Mbuji Mayi tombent à leur tour. Le 12, Likulia Bolongo, archétype du général d'ordonnance, est nommé Premier ministre en lieu et

place de Kengo wa Dondo. Les Français, qui ont changé de cheval au milieu du gué, soutiennent désormais cet ancien professeur de droit de la faculté d'Aix-en-Provence, proche de certains membres des « réseaux Pasqua ». Cinq semaines plus tard, après la chute de Kinshasa, ils l'accueilleront dans leur ambassade et le feront fuir discrètement sur Brazzaville puis, lorsque les troubles éclateront dans la capitale congolaise, vers Paris, via l'opération Pélican. Pour l'instant, Likulia Bolongo croit encore pouvoir jouer sa carte. Il maintient Mahele à son poste et lui confie en outre le portefeuille de la Défense, malgré l'hostilité de Mobutu. Il sait fort bien que la guerre est perdue et sans doute estime-t-il qu'il vaut mieux, en cas de négociations, avoir Mahele avec soi que contre soi. Inexorablement, alors qu'échouent à bord du navire sud-africain l'Outeniqa les pourparlers de la dernière chance, l'AFDL progresse vers Kinshasa.

A deux cent cinquante kilomètres à l'est de la capitale, la Division spéciale présidentielle tente un baroud d'honneur autour du verrou de Kenge. La DSP a touché de nouvelles armes, achetées grâce à un don du chef rebelle angolais Jonas Savimbi – on parle de 20 millions de dollars, dont la moitié aurait été détournée par l'entourage de Mobutu -, et bénéficie du renfort d'environ trois mille combattants de l'Union nationale pour l'indépendance

totale de l'Angola (UNITA). Soudain, c'est la surprise : pour la première fois depuis le début de leur offensive, sept mois auparavant, les troupes de Kabila et leurs conseillers ougandais, rwandais et angolais sont très sérieusement accrochés. Postés sur la barrière naturelle offerte par les rivières Wamba et Bakali, les Zaïrois et leurs alliés déciment des colonnes entières de l'AFDL. Au camp Tshatshi, la famille du maréchal se prend à rêver d'un retournement de situation.

Méconnaissance totale du terrain

En fait, le handicap majeur des hommes de Kabila est leur méconnaissance totale du terrain : ils ne disposent pas de cartes d'état-major et ignorent tout du dispositif de l'ennemi. Le seul moyen de contourner les positions de la DSP et de l'UNITA est qu'une « cinquième colonne » tapie dans le camp d'en face les renseigne. En deux ou trois appels sur sa ligne protégée, le général Mahele fournit aux chefs militaires de l'AFDL les informations précises qui leur permettent de prendre à revers le dernier carré des mobutistes. Désormais, en ce début de mois de mai 1997, Kinshasa est une ville ouverte.

Ce qui peut apparaître comme une trahison majeure en temps de guerre – un commandant en chef fournissant à l'ennemi des renseignements militaires sur son propre dispositif ! – est en fait parfaitement logique et louable aux yeux de Mahele. « Cette armée n'est pas la mienne », a-t-il dit, parlant de la DSP, et dans l'état de déliquescence

que connaît alors le Zaïre, où plus personne ne sait très bien qui est avec qui, l'entourage de Mobutu et les généraux ngbandis sont pour lui beaucoup plus dangereux que l'AFDL.

Défendre un clan signifie-t-il défendre la patrie ? Donatien Mahele a tranché : il faut composer avec Kabila, lui faciliter la tâche afin que l'issue soit la plus rapide et la moins sanglante possible. Afin, aussi, de conserver ses propres chances d'influer sur l'après-Mobutu. Jeudi 15 mai au soir, alors que les troupes vaincues à Kenge refluent sur Kinshasa, se joue le dernier acte du règne de Mobutu Sese Seko. Au camp Tshatshi, autour du maréchal épuisé, se tient une première réunion. Il y a là les généraux Likulia Bolongo, Mahele, Nzimbi, Ilunga (ministre de l'Intérieur) et Vungbo (Garde civile).

Mahele, Likulia et Ilunga pressent Mobutu de quitter Kinshasa et de se rendre à Gbadolite : « Nous ne pouvons plus garantir votre sécurité. » Persuadé que le vieux dictateur allait se démettre, le Premier ministre avait fait prévenir la radiotélévision qu'une importante communication du gouvernement serait transmise dans la nuit. Or Mobutu résiste : « Quand on est un militaire, dit-il, ou bien on se rend, ou bien on vous tue, mais on ne fuit pas. » On se sépare sans qu'une décision soit prise. Un peu plus tard, Mobutu convoque une deuxième réunion.

Cette fois, ne sont présents que les généraux ngbandis : Bolozzi (gendarmerie), Vungbo, Nzimbi, Wezago, l'adjoint de ce dernier à la tête de la DSP, et, au téléphone, Baramoto. « Il y a des traîtres, il faut les éliminer, constituons une liste », s'emporte l'un des participants. Le maréchal calme le jeu : « J'irai à Gbadolite demain, confie-t-il, prenez vos dispositions. » Il est minuit. Les généraux sortent du camp Tshatshi et se rendent directement au domicile de Baramoto Kpara où une troisième réunion, en présence de la plupart des officiers ngbandis de Kinshasa, se tient jusqu'à 5 heures du matin. On y peaufine la liste des « traîtres » sur laquelle figure, en tête, le général Mahele. Certains s'inquiètent des intentions de Mobutu – « il nous abandonne ! » -, la plupart préparent leur propre fuite vers Brazzaville, de l'autre côté du fleuve.

Vendredi 16 mai, 8 heures. Le maréchal et sa famille sont sur l'aéroport de Ndjili où un Boeing 737 de la présidence, piloté par le commandant Mukandela, les attend. Mobutu est impatient et furieux. « Où est l'argent ? » tonne-t-il. Depuis la veille une gigantesque opération de ramassage des devises disponibles dans Kinshasa a été lancée. Entre la Banque centrale, la primature et le siège local de la Belgoïse, où ont été entreposés les fonds réunis dans le cadre de la participation forcée des sociétés à l'effort de guerre, une quarantaine de millions de dollars sont ainsi raflés en quelques heures. Le problème

est que chacun a pris sa part au passage et que la somme remise en liquide au président est très loin de correspondre à ce qu'il attendait. D'où son courroux.

Mais il faut partir. Au moment de grimper l'échelle de coupée, Bodi Ladawa, l'épouse de Mobutu, se tourne vers Mahele qui, avec d'autres, est présent pour ce dernier départ : « Donat, nous savons ce que vous avez fait ; c'est comme cela que vous remerciez Papa, après tout ce qu'il a fait pour vous ! » Mahele se tait. Mobutu, qui a entendu l'interpellation, se contente de hocher la tête. Il est 9 h 30. Sur ordre du colonel Mutoko, chef de la sécurité rapprochée du maréchal, le commandant Mukandela fait prendre à l'avion une trajectoire de décollage différente de l'ordinaire. On craint un attentat.

Meurtre au camp Tshatshi
En cette journée fatidique, alors que le Boeing n'est plus qu'un point dans le ciel, chacun rentre chez soi. Objectif : fuir. Les avant-gardes de Kabila ont été signalées à quarante kilomètres, sur la route de Kenge. Le général Mahele regagne son domicile à La Gombe. A 10 heures, il se rend chez le Premier ministre Likulia. Les deux hommes discutent de la façon de faire parvenir de l'argent aux soldats, afin d'éviter un pillage généralisé. A 11 h 30, il est à nouveau chez lui.

Le téléphone satellitaire sonne :

l'un de ses contacts au sein de l'AFDL l'appelle. Longue conversation. Il s'agit de mettre au point le plan de reddition des FAZ. Mahele, après avoir hésité, convient de gagner Lusaka en Zambie, dans la journée du 17, où il annoncera solennellement à Laurent-Désiré Kabila le ralliement de l'armée zaïroise. Son plan de voyage est élaboré : Brazzaville-Luanda-Lusaka. En milieu d'après-midi, le chef d'état-major se rend une nouvelle fois chez le Premier ministre. Puis revient à La Gombe, d'où il appelle, à Bruxelles, son ami Wilson Omanga : « Je te téléphonerai samedi soir de Lusaka, tout sera fini. » Déjà, Nzimbi et Baramoto ont fui. Kinshasa s'offre aux hommes de Kabila.

Il est 23 heures, en ce jeudi 16 mai 1997, lorsque Likulia Bolongo appelle Mahele. Le Premier ministre, qui s'apprête à trouver refuge à l'ambassade de France, signale au général un début de soulèvement au camp Tshatshi. « La DSP veut sortir et tout piller ! » « J'y vais », répond Mahele. Folie ? Le général se sent investi d'une mission : empêcher la destruction de Kinshasa, éviter un bain de sang. C'est là-dessus, il en est persuadé, qu'il joue son avenir politique. Sans doute pense-t-il aussi que, privés de leur chef, le général.

La fin d'un monde
Nzimbi, les Ngbandis de la DSP sauront l'écouter. N'est-ce pas pour eux la dernière chance de sauver leur peau ? Mahele saute dans un 4x4 avec son

chauffeur et un garde du corps. Un pick-up d'escorte, avec dix militaires à son bord, le précède. Aux abords du camp, premier barrage : l'escorte reste sur place. Mahele continue seul, avec ses deux compagnons. Le 4x4 pénètre dans l'enceinte. Là, le chef d'état-major se retrouve face à une centaine d'hommes surexcités, entre drogue, alcool et sorcellerie, qui refusent de lui rendre les honneurs.

Parmi eux, le général Wezago, l'adjoint de Nzimbi, celui-là même qui participa la veille au soir à la deuxième réunion chez Mobutu, au cours de laquelle on évoqua les « traîtres » à éliminer. « Que viens-tu faire ici ? Tu as trahi ! Tu n'as pas fait la guerre ! » hurle Wezago. « Calme-toi, répond Mahele, l'AFDL est dans les faubourgs, demain ils seront là, vous n'avez aucune chance, déposez les armes ! »

Wezago devient fou : « Comment ! Toi qui as laissé mourir la DSP, tu nous donnes des ordres ! » Il sort son pistolet et tire sur Mahele, l'atteignant à la jambe. Le garde du corps, qui veut intervenir, est abattu. Le chauffeur a déjà fui. En un bond, Donat s'est projeté sur le côté. Il fait une nuit d'encre. On le cherche, on ne le trouve pas. Un soldat dit : « C'est toujours comme ça avec lui, il a de bons fétiches, il sait se rendre invisible. » Mais Wezago ne veut pas lâcher sa proie. A la lumière d'une lampe torche, on finit par le repérer, tapi sous le 4x4. On l'extirpe de force, on le remet debout malgré sa jambe brisée.

Un major de la DSP s'approche par derrière et d'un coup de pistolet à silencieux lui loge une balle dans la nuque. Mahele s'effondre, foudroyé. Entre temps, les soldats de l'escorte sont allés prévenir Kongolu, alias « Saddam », l'un des fils de Mobutu, qui fait de la résistance à l'hôtel Intercontinental. A bord d'un petit blindé, Kongolu se rend au camp Tshatshi. Des rafales de Kalachnikov l'accueillent. Les soldats perdus de la DSP, dont beaucoup seront abattus le lendemain par les « libérateurs » de l'AFDL ou lynchés par les Kinois, ont perdu la raison.

Vendredi 17 mai. A Kinshasa, c'est la fin d'un monde et le début d'un nouvel ordre. A Gbadolite, c'est la panique. Lorsqu'ils apprennent la nouvelle de l'assassinat de Mahele, les militaires mbunzas de la garnison toute proche de Kotakoli se soulèvent. Leur objectif : s'emparer de Mobutu et de sa famille et leur faire « payer » l'outrage. Le colonel Mutoko en informe le maréchal : « Il faut partir au plus vite. » « Je suis un militaire, je me battraï jusqu'au bout », rétorque Mobutu. Mutoko lui fait valoir qu'ils n'ont pas d'armes. « Et celles de Savimbi ? » interroge celui qui n'est déjà plus chef de l'Etat, faisant allusion à l'impressionnant stock constitué par le chef de l'UNITA à Gbadolite afin d'échapper à l'opération de désarmement menée en Angola sous les auspices de l'ONU.

« Depuis que votre neveu, le major Movoto Sese, les a planquées quelque part en Afrique de l'Ouest avec votre accord, il n'y a plus rien », explique Mutoko. « Alors, c'est la fin », murmure Mobutu. Fuir, mais comment ? Le commandant Mukandela, que le maréchal a envoyé à Brazzaville avec ordre d'en ramener son fils Kongolu, refuse en effet de redécoller de la capitale congolaise pour Gbadolite. Il est, dit-il, lui et son Boeing, à la disposition des nouvelles autorités de son pays. Encore un traître ! Il faudra donc se résoudre à embarquer dans un vieil Antonov cargo, piloté par des Ukrainiens.

Le temps presse : la colonne des mutins venus de Kotakoli approche. Le colonel Mutoko veut faire grimper toute la famille dans un blindé, direction l'aéroport. En pleurs, Bodi Ladawa refuse : « Nous ne partons pas ! » « Avec tout le respect que je vous dois, répond Mutoko, celui qui s'oppose, je l'abats. » L'un après l'autre, Bodi, sa sœur jumelle Kosia, leur frère Fangbi – le mauvais génie des dernières années du mobutisme et quelques autres s'engouffrent dans le véhicule. Reste Mobutu, que son fils Nzanga et Mutoko doivent littéralement traîner.

Le blindé roule à tombeau ouvert dans les rues désertes de Gbadolite, puis sur la piste où l'Antonov chauffe ses réacteurs. Par la passerelle ouverte, il entre directement dans le ventre de l'avion. Soudain, quelqu'un crie : « Les voilà ! » Eux, ce sont les Mbunzas de Kotakoli, dont les

premiers éléments ont déjà atteint le bâtiment de l'aéroport. Les pilotes font décoller l'Antonov, la peur aux tripes. Des coups de feu claquent. On tire à la Kalachnikov sur l'appareil qui a bien du mal à prendre de l'altitude.

Des impacts de balles déchirent un petit morceau d'aile. En un virage audacieux, l'avion met brusquement cap à l'ouest direction Lomé, Togo. Comme momifié, Mobutu ne dit rien. Puis il murmure une phrase. Son médecin personnel, le docteur Diomi, se penche : « Même les miens me tirent dessus, lui dit le dictateur déchu, je n'ai plus rien à faire dans ce pays, ce n'est plus mon Zaïre. » Puis, le Léopard vaincu se replonge dans son mutisme. Peut-être songe-t-il à Agathe, la veuve de son ami Habyarimana, le président rwandais disparu. Il y a un an exactement, elle était venue le voir à Gbadolite pour, disait-elle, lui confier un secret : selon ses informations, quelque chose d'important se tramait à la frontière est du Zaïre, des préparatifs, des mouvements d'armes et de troupes, comme si une offensive se préparait. En rapportant cette confidence à ses proches, Mobutu avait souri : « Depuis la mort de son mari, cette pauvre Agathe n'a plus toute sa tête... »

Jeune Afrique



LA NOSTALGIE MOBUTU

Quinze années déjà que sa dépouille, rongée par le cancer, s'en est allée reposer au fond d'une sépulture d'exil à Rabat, au Maroc. Quinze années pendant lesquelles son ombre, sa toque, ses lunettes fumées, sa canne sculptée, sa gestuelle et sa voix métallique n'auront cessé de hanter ses concitoyens. Beaucoup de Congolais ont avec celui qui

les dirigea de 1965 à 1997 une relation qui s'apparente au syndrome de Stockholm. Il fut leur dictateur, mais ils ont fini, après sa disparition, par tout (ou presque) lui pardonner. De Mobutu, ils ont effacé l'image d'un homme assimilé dans le monde à l'archétype de la mal-gouvernance à l'africaine. Ils ont oublié le chaos sécuritaire des dix dernières années

de son règne, la corruption, l'asphyxie économique, l'article 15, la police politique, les disparitions, l'agonie d'un pays saigné à blanc, pour ne retenir qu'une seule chose : la nostalgie d'un orgueil perdu.

Et il est vrai qu'au cours des décennies 1970 et 1980, à l'époque de l'« authenticité » et du boom du cuivre, de

l'abacost et des pagnes obligatoires, de la rumba triomphante et des exploits des Léopards, les Zaïrois avaient la conviction de vivre dans un grand pays courtois, différent des autres, dont le chef d'État savait s'imposer par sa seule présence lors des sommets internationaux. À eux que la colonisation avait infantilisés, Mobutu avait su donner une estime de soi, une manière d'être et de vivre, un soin à paraître reconnaissables entre tous. Il avait su cimenter le sentiment national en les faisant rêver sur leur richesse potentielle, lui qui martelait à longueur de discours que le Zaïre était un « scandale géologique ».

I n d u l g e n c e

Bien sûr, tout cela n'était qu'un mirage, car l'éléphant aux pieds d'argile, dépecé de l'intérieur par cette catastrophe que fut la zairianisation, ne pouvait que s'effondrer, à l'image d'une armée de parade qui ne

gagna aucune guerre mais dont le maréchal était si fier, avec ses Mirage et ses C-130 aux ventres aussi rebondis que ceux de ses généraux.

De ces temps d'illusion, où il était permis de croire que l'on pouvait gagner sa vie sans travailler en multipliant les « coups » en haut comme en bas de l'échelle sociale,

DE MOBUTU À KABILA PÈRE, LE ZAÏRE DEVENU CONGO EST PASSÉ DE LA CAPTATION DE L'USUFRUIT AU BRADAGE DES ACTIFS, SANS QUE CESSE LA PRÉDATION MAIS SANS QUE S'INTERROMPE NON PLUS LE FIL D'UN RÊVE DE GRANDEUR QUE SEUL MOBUTU AVAIT DONNÉ L'IMPRESSION DE TUTOYER. CONSTAMMENT DÉÇUS DE CE QU'ILS SONT, LES CONGOLAIS VIVENT DANS LE RÊVE DE CE QU'ILS POURRAIENT ÊTRE. GRIOT CATHODIQUE, KITSCH ET MYSTIQUE, UN CERTAIN SAKOMBI INONGO L'AVAIT BIEN COMPRIS,.....

est pourtant née une identité qui a jusqu'ici résisté à la destruction de l'État. De Mobutu à Kabila père, le

Zaïre devenu Congo est passé de la captation de l'usufruit au bradage des actifs, sans que cesse la prédation mais sans que s'interrompe non plus le fil d'un rêve de grandeur que seul Mobutu avait donné l'impression de tutoyer. Constamment déçus de ce qu'ils sont, les Congolais vivent dans le rêve de ce qu'ils pourraient être. Griot cathodique, kitsch et mystique, un certain Sakombi Inongo l'avait bien compris, lui qui imagina de faire apparaître l'effigie subliminale du dernier « dinosaure » chaque soir en ouverture du journal télévisé, perché dans les nuages tel Dieu en son paradis. Nul doute que pour panser leur peine, entretenir leur don unique pour la survie et croire en leur revanche sur le destin, les Congolais aiment qu'on les berce d'espoir. C'est pour cela que, en dépit de tout, ils ont fini par regretter Mobutu, le magicien.



*Heureux et Joyeux anniversaire Jherssy
Jossart Nyoka Longo Mrula
70 ans ça se fête à la bonne franquette*



RDC. MÉDIOCRITÉ ET LÉGÈRETÉ

(WINA LOKONDO)

La brillance et le sérieux ont-ils quitté la RD Congo ? Comment, dans un si grand et riche pays de plus de soixante-dix millions d'habitants, les médiocres et les voyous tiennent-ils le pompon et ont-ils occupé le terrain médiatique ? Par quel processus des goujats et des gens peu doués sont-ils parvenus à prendre le dessus sur les meilleurs et sur les personnes bien élevées, et à leur ravir la parole publique ? Chacun le constate. On s'en plaint. Le pays en pâtit : les performances se raréfient - très peu de Congolais ont obtenu des prix

internationaux d'excellence ces dernières décennies - et, dans divers domaines, le Congo est aujourd'hui en queue du marathon. Son « émergence » à l'horizon 2030, béatement chantée par le pouvoir, pourrait, avec l'actuelle courbe socio-économique descendante, ne pas être au rendez-vous.

Voulez-vous vous convaincre de la médiocrité ambiante dans le pays ? Des faits illustratifs sont nombreux. On en trouve notamment dans le domaine médiatique. Un petit exercice : prenez le boîtier de votre télécommande. Mettez-vous à zapper et commencer

par quelques chaînes étrangères francophones, européennes et d'Afrique de l'Ouest. Suivez-y quelques émissions. Puis terminez en vous branchant sur quelques télévisions congolaises. Le contraste est saisissant. Dans les premières, on voit une présentation diversifiée des faits, l'information fouillée, la primauté de la narration des faits sur le commentaire, la pluralité des opinions et des témoignages, le principe du contradictoire, le systématique droit de réplique - non monnayé - accordé à l'opposition après toute importante déclaration faite par ceux qui sont au pouvoir, le recours permanent aux spécialistes pour expliquer l'actualité, une bonne préparation des émissions, la liberté de ton, l'esprit critique et l'indépendance des

journalistes qui par ailleurs font preuve de compétence (bonne maîtrise des thèmes des émissions) et d'un bon parler, lesquels mettent l'intérêt général au-dessus de tout,...

Dans les secondes, les congolaises, on est consterné par une présentation très orientée de quelques faits, l'escamotage de certains autres bien que faisant l'actualité - réalité courante à la Rtc -, une large place donnée aux commentaires qui ne sont pas toujours éclairants (ils sont louangeurs ou malveillants), des journalistes inquisiteurs quand ils ne sont pas propagandistes parce que politiquement engagés ou financièrement «coupés», l'interdiction d'antenne à certaines opinions et à certaines personnes - aberration journalistique qui amène tout le monde à se doter de son propre moyen de communication (radio ou télévision) -, une ridicule et excessive flatterie des acteurs politiques et économiques culminant à l'idolâtrie, l'incompétence technique des journalistes à quoi s'ajoutent une faible culture générale, une mauvaise diction, une lacunaire connaissance de la langue française et, aussi et tristement, la vulgarité.

Et l'excellence dans le monde politique ? Une denrée qui y

est devenue rare. Aujourd'hui, on ne la trouve ni dans la réflexion ni dans l'action ni dans le comportement ni encore moins dans le discours des acteurs politiques. Plus inquiétant, il est né en RDC

ET L'EXCELLENCE DANS LE MONDE POLITIQUE ? UNE DENRÉE QUI Y EST DEVENUE RARE. AUJOURD'HUI, ON NE LA TROUVE NI DANS LA RÉFLEXION NI DANS L'ACTION NI DANS LE COMPORTEMENT NI ENCORE MOINS DANS LE DISCOURS DES ACTEURS POLITIQUES. PLUS INQUIÉTANT, IL EST NÉ EN RDC UNE RACE DE POLITICIENS COMIQUES - VOUS LES VOYEZ ET LES ÉCOUTEZ RÉGULIÈREMENT À TRAVERS LES MÉDIAS -, SINISTRES AMUSEURS PUBLICS....

une race de politiciens comiques - vous les voyez et les écoutez régulièrement à

travers les médias -, sinistres amuseurs publics, qui font une rude concurrence à Saï-Saï, à Ngalufar et à tous les autres comédiens professionnels.

Un fatal cocktail d'antivaleurs (la médiocrité, la vénalité, la corruption et l'irresponsabilité) tue à «grand» feu la RDC. Il y a sérieusement à craindre qu'à cette allure, notre pays connaisse le même triste destin de la République d'Haïti, État situé dans le continent américain, indépendant depuis plus de deux cents ans, mais resté à ce jour un pays très pauvre à cause d'une classe politique éternellement médiocre. Comment sauver le Congo ? Qui sauvera le Congo ?

Wina
8/2/2017

LOKONDO





L'OCCIDENT QU'ON HAÏT, L'OCCIDENT QU'ON AIME

L'Occident entretient, depuis plus de cinq siècles, des rapports complexes avec le reste du monde. Des rapports de révolusjon et d'attirance. Un Occident à deux visages. Il y a d'abord, d'un côté, cet Occident que d'aucuns – individus ou peuples – haïssent. Celui qui a pratiqué l'esclavage (l'ignoble « commerce triangulaire »), qui s'est, par la colonisation, approprié des

territoires avec ce que cela comprenait de tueries, de brimades, d'humiliations, de désacculturations et d'exploitations économiques. Cet Occident qui, par ses avancées technologiques et sa puissance militaire, continue, après la colonisation, à influencer sur le destin des autres pays du monde, et pas toujours au profit de ces derniers, lesquels se démènent de

diverses façons pour sortir du carcan dans lequel il tiendrait à les maintenir. Le discours anti-Occident ou anti-impérialisme en est un des moyens et constitue une permanente offre politique dans beaucoup de pays anciennement colonisés où les populations en sont très réceptives. Il a été et continue d'être un des thèmes de la littérature politique négro-

africaine. Les intellectuels et les politiques africains, d'hier comme d'aujourd'hui, en querelle avec « l'Occident », y recourent systématiquement.

Le rejet compulsif que provoque l'homme occidental chez certaines personnes explique leur discours relativiste actuel – irresponsable et indécent, il faut le dire – devant le terrorisme aveugle qui frappe dans les villes occidentales. « Les Occidentaux récoltent ce qu'ils sèment ailleurs » ; « On fait grand bruit pour les morts de Paris, de Berlin ou de Londres. Qui parle des morts d'Afrique? », lit-on à travers les réseaux sociaux. Les imprécations contre l'Occident, appuyées d'images et de faits historiques, y sont abondamment déversées. De quoi donner bonne conscience aux « fous d'Allah », sataniques personnages – dont la haine de l'Occident constitue la matrice de leur logiciel psychologique –, qui y trouvent ainsi des alliés. Pour ceux-ci comme pour ceux-là, il faut combattre l'Occident et le...détruire.

Et puis, il y a cet autre Occident qui attire et qu'on aime. Celui qui a dénoncé et aboli l'esclavage, qui a, bon ou mal gré, cessé avec la colonisation. Qui a formé, dans ses universités et avec des bourses lui octroyées, un grand nombre de l'élite intellectuelle et politique de ses anciennes colonies, qui accourent le premier chaque

fois que ces dernières sont frappées par une calamité. Son action pour contenir l'épidémie Ebola en Afrique en est une illustration.

Cet Occident qui y soutient et finance des structures sociales de base (hôpitaux et écoles) et les élections, qui a produit la Charte des droits de l'homme, qui promeut les libertés individuelles, qui combat – par des lois – le racisme et la xénophobie, qui ouvre ses portes aux peuples du reste du monde, qui a institué la laïcité comme moyen et condition du vivre-ensemble. Qui donne à tout individu vivant dans son espace géographique, non seulement le minimum vital (allocations sociales diverses instituées en droits acquis), mais aussi la possibilité de vivre en paix et de s'épanouir économiquement et intellectuellement. Et c'est bien cette réalité et cet espoir d'une vie meilleure qu'offre l'Occident à tout être humain qui explique l'incessante émigration vers ses terres des gens de toutes les races et de toutes les religions venant de différents pays du monde. L'Occident ne s'est pas limité, depuis le 18^e siècle, à lancer les idées humanistes, tirées de préceptes du christianisme (« Partage ton pain avec celui qui a faim », « Ne te détourne pas de ton semblable », « Fais entrer dans ta maison le malheureux sans toit »,...). Il s'est investi, au fil du temps

et non sans tâtonnements et inévitables contradictions, à les matérialiser et à les distiller dans les consciences. Les massives arrivées de migrants – majoritairement musulmans – et leur (pacifique) accueil par ses peuples...chrétiens en est l'éloquente preuve. Quand, au même moment, dans certains coins en Afrique et ailleurs, le rejet (avec brutalité) des « étrangers » est systématique, sinon à la mode.

L'Occident « dominateur » cessera-t-il un jour de s'ingérer dans les affaires des autres pays, de ses anciennes colonies en particulier ? Poser cette question devrait amener quiconque à en poser une autre : pourquoi l'Occident domine-t-il et en quoi tient-il sa force de domination ? La puissance de l'Occident se résume en trois choses dont le mélange engendre absolument le progrès de tout pays qui se les approprie.

La première est la science. L'Occident a découvert et a compris, depuis la dynamique des Lumières du 18^e siècle, que la maîtrise du monde et de ses réalités passe par le développement de l'intelligence de l'Homme, débarrassé de préjugés et de quelques « blocages » sociaux et philosophiques. La liberté de penser et d'agir est à la base de ses progrès intellectuels et technologiques et de son

continuel développement socio-économique. Ainsi l'Occident ne cesse-t-il de consacrer une grande part de sa richesse au financement de la recherche scientifique en se dotant notamment de bonnes écoles et de meilleures universités aux bibliothèques et aux laboratoires richement garnis en livres et divers matériels. Doit-on dès lors s'étonner qu'il tienne, depuis des siècles, le leadership en termes d'inventions (armes, satellites, fusées, téléphones, produits et matériels médicaux, etc.) et d'influence sur d'autres peuples? Le second facteur qui sous-tend la force de domination de l'Occident est la démocratie, véritable idéologie d'épanouissement collective et individuelle, en ce qu'elle est non seulement un cadre des libertés et de tolérance,

mais aussi en ce qu'elle permet le choix des dirigeants par le peuple et l'alternance, la rotation des citoyens à la gestion de l'Etat, à tous les niveaux.

Rotation qui empêche toute personne de rester trop longtemps au pouvoir avec les conséquences et abus que cela occasionne habituellement : népotisme, régionalisme, clientélisme politique

généralisé et générateur d'impunité, confusion entre biens publics et biens privés, inhibition d'ambitions de ceux qui aspirent légitimement d'accéder au pouvoir, frustrations qui enfantent séditions civiles ou rébellions armées.

Le troisième secret du progrès et, donc, de la force

IL Y A CET AUTRE OCCIDENT QUI ATTIRE ET QU'ON AIME. CELUI QUI A DÉNONCÉ ET ABOLI L'ESCLAVAGE, QUI A, BON OU MAL GRÉ, CESSÉ AVEC LA COLONISATION. QUI A FORMÉ, DANS SES UNIVERSITÉS ET AVEC DES BOURSES LUI OCTROYÉES, UN GRAND NOMBRE DE L'ÉLITE INTELLECTUELLE ET POLITIQUE DE SES ANCIENNES COLONIES, QUI ACCOURE LE PREMIER CHAQUE FOIS QUE CES DERNIÈRES SONT FRAPPÉES PAR UNE CALAMITÉ.....

de l'Occident est la bonne gouvernance qui met en avant le mérite, la compétence, la culture du résultat ; qui exige également la visibilité dans la gestion de l'argent et des biens de l'Etat, le respect de la loi, la surveillance de tout gestionnaire et la nécessaire obligation de le sanctionner en cas d'inefficacité ou d'abus.

Les théoriciens de l'art de la guerre affirment qu'on

ne peut gagner une bataille sans connaître l'ennemi, notamment son état psychologique et les armes dont il dispose.

Les pays africains parviendront-ils à inverser les rapports de force avec l'Occident ou, du moins, à réduire son influence sur eux en ne recourant pas aux mêmes «moyens de combat», ou à d'autres plus efficaces, utilisés par ce dernier, autrement dit, en ne consentant pas à consacrer une part importante de leurs budgets à la formation de leurs populations, en refusant de leur offrir des écoles et des universités performantes d'où sortiraient de bons ingénieurs et des savants ? En refusant d'installer un environnement politique serein, en continuant de rejeter, sans en proposer des modèles alternatifs, les principes de la bonne

gouvernance et les valeurs de la démocratie «occidentale» qui, pourtant, ont permis à beaucoup de pays qui les ont intelligemment adoptés – avec quelques et nécessaires adaptations locales – de prospérer ? L'Allemagne, un pays occidental, avait été militairement vaincue et complètement détruite en 1945. Elle s'est relevée par le travail du peuple

allemand lui-même. Elle est aujourd'hui la première puissance économique de l'Europe. Le secret de son fulgurant développement a trois noms, les mêmes : science, démocratie et bonne gouvernance. Les intellectuels et les politiques africains cesseront-ils de rêvasser – à l'image des «Brics» qui se proposent un autre schéma de développement économique sans, à ce jour, montrer lequel et dont les économies stagnent aujourd'hui – de réinventer la roue simplement parce que celle qui existe, bonne et performante soit-

elle, a été inventée par «l'autre», par l'Occident ?

On ne doit bien sûr pas s'interdire de dénoncer les mauvais agissements de l'Occident et ses «virées» militaro-affairistes en Afrique ainsi que les drames qu'elles occasionnent souvent. Mais faut-il aussi que nous l'en empêchions en rendant nos pays économiquement et institutionnellement forts. Ceux-ci ne deviendront pas puissants par nos seuls pleurs et nos continuelles jérémiades anti-occidentales. Des dirigeants vénaux,

incompétents, inefficaces et irresponsables, le non-respect des principes et des lois, des institutions politiques instables, des administrations désorganisées, des armées faibles et des frontières poreuses ne pourront jamais dissuader les filous des autres continents de venir faire leur sinistre marché en Afrique et, à l'occasion, y perpétrer des crimes, avec ou sans leurs alliés locaux. Jamais. Les Africains finiront-ils par le comprendre?

Wina LOKONDO
11/6/2018

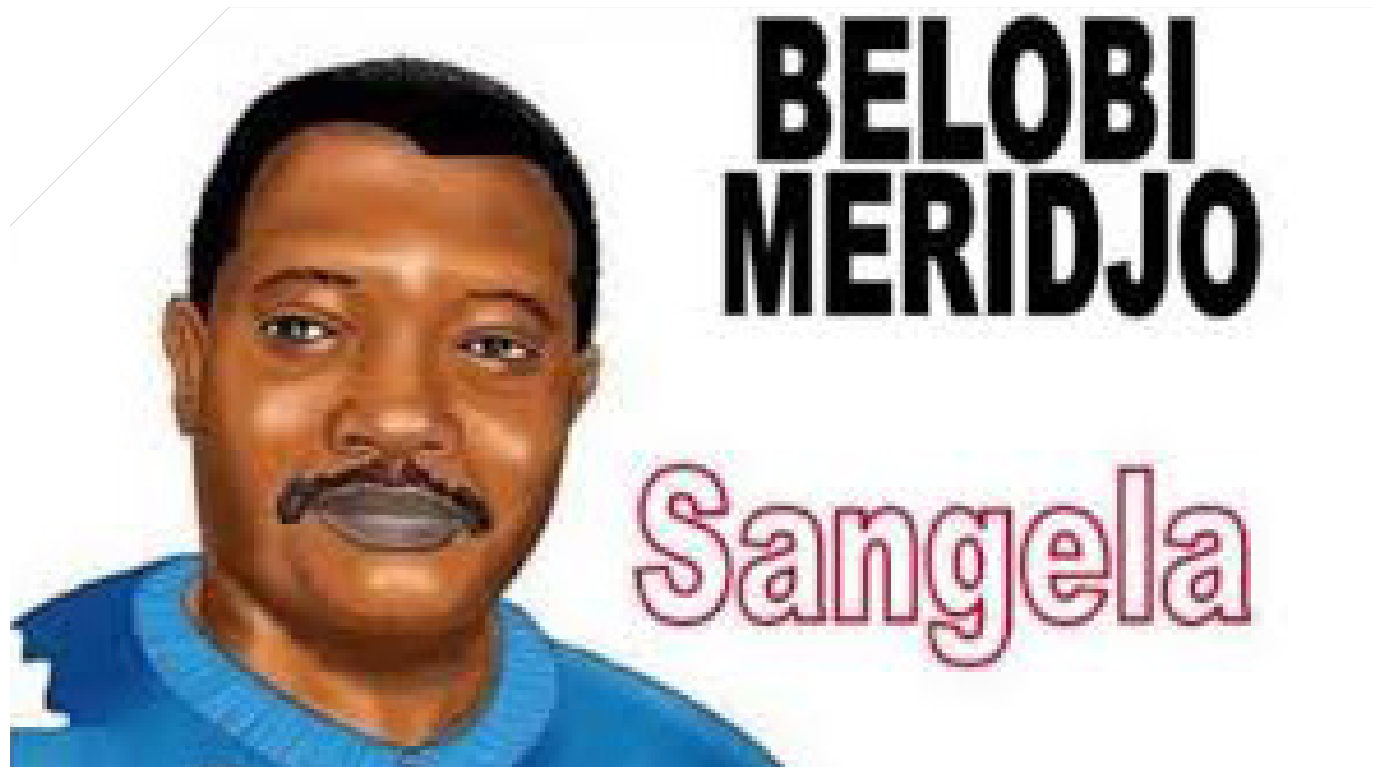


APRES LE GABON GARD À LA RDC

Le président gabonais Ali BONGO vient honteusement de quitter le pouvoir, de sortir par la petite porte de l'histoire. Puissent ceux qui préparent la

tricherie aux élections en RDC du 20 décembre prochain voir, par ce qui vient de se passer au Gabon, ce qui sera également leur destin. Les

Congolais ne se laisseront pas de nouveau abuser.



BELOBI MERIDJO

Sangela

JEAN-MARIE BELOBIE N'GEKERME, L'UN DES PLUS GRANDS BATTEURS DU CONGO

Les Il est rentré dans la légende dans l'histoire de la batterie en Afrique. Meridjo a eu un impact sur toute une génération des batteurs de la RDC. Il a fait preuve d'une inventivité hors du commun. Il est sans conteste l'un des plus grands batteurs du Congo. C'est lui qui a conçu et crée avec l'aide d'Evoloko Lay Lay et Mbuta Mashakado le rythme Cavacha.

Il avait deux maîtres , Seskain Molenga de l'Afrisa International de Tabu Ley et François Esabe Zigo Zago de Thuzaina.

Il s'inspirera aussi de la fanfare de la police dirigée par le commandant Major Kele et du batteur Ringo du Continental.

C'est DV Moanda qui lui trouvera une caisse claire , il s'inspirera du drumeur Ringo, il répétait le vendredi après-midi avec DV et le président Jossart Nyoka au bar Vis à Vis.

Meridjo changera l'histoire de la musique congolaise et de Zaïko, un talent unanimement reconnu.

Le rythme Cavacha ainsi lancé , sera usé et abusé par tous les

groupes musicaux congolais, par une grande partie de l'Afrique et le groupe Kassav. Sans le savoir, Meridjo venait de créer une identité musicale et culturelle qui se démarquera de deux styles traditionnels de l'époque incarnés par Tabu Ley et Franco Luambo Makiadi. En introduisant la caisse claire, il révolutionna la musique congolaise.

On ne peut parler de Meridjo sans évoquer l'histoire de son arrestation en 1974, un contrôle banal qui l'avait amené à la prison d'Ekafela. Il est resté deux ans . La prison d'Ekafela est une île en

pleine forêt équatoriale sous la deuxième république. Il sera remplacé par Ilo Pablo, un ancien de Stukas de Lita Bembo. Il y est resté pendant presque 2 ans.

Plus de deux ans de prison, le temps a semblé plus long à Jean-Marie, il s'évada dans la nuit.

S'il a réussi son entreprise, d'autres évadés sont décédés d'épuisement, de maladie, parfois dévorés en pleine forêt suite à un égarement par des fauves ou crocodiles. Malgré les risques auxquels ces évadés s'exposaient, Meridjo atteindra son objectif, il est rentré à Kinshasa, au grand étonnement de sa famille et des mélomanes kinoïes.

Sur place, il apprend les mauvaises nouvelles sur l'amour de sa vie

, Il perd l'amour de sa vie. « Sangela », une de ses meilleures chansons, dédiée à son amour d'enfance-un véritable pincement de cœur- est liée à cette arrestation : « Natiaki motema nakuta yo monzamba, nazongi Kinshasa nakuti yo obala. Ba pasi epayi, makansisi epayi, mosika nazalaki se

S'IL A RÉUSSI SON ENTREPRISE, D'AUTRES ÉVADÉS SONT DÉCÉDÉS D'ÉPUISEMENT, DE MALADIE, PARFOIS DÉVORÉS EN PLEINE FORÊT SUITE À UN ÉGAREMENT PAR DES FAUVES OU CROCODILES. MALGRÉ LES RISQUES AUXQUELS CES ÉVADÉS S'EXPOSAIENT, MERIDJO ATTEINDRA SON OBJECTIF, IL EST RENTRÉ À KINSHASA, AU GRAND ÉTONNEMENT DE SA FAMILLE ET DES MÉLOMANES KINOÏES...

kolela lela yo, faute na yo te maman lokola oba li, kin mboka te, nalela ngai nalela kala ».

Son nom est inscrit dans le panthéon de la musique congolaise.

Meridjo a été un des meilleurs auteurs-compositeurs de Zaïko Langa Langa avec des tubes à succès : Nyongo ekeseni, Kwiti-Kwiti, Ben Betito, Sangela, Bolingo aveugle, Matondo etc..

Décédé le 27 août 2020 à l'âge de 68 ans, Jean-Marie Belobi Ng'Ekerme Meridjo, sera inhumé le jeudi 15 octobre 2020 à la nécropole entre Ciel et Terre, Kinshasa en RDC et décoré à titre posthume de l'Ordre de mérite civique et artistique.

**[https://
gazetteducontinent.fr/
home](https://gazetteducontinent.fr/home)**



CALCULS BILIAIRES

La vésicule est une poche en forme de poire située dans l'abdomen. Elle fonctionne comme un lieu de stockage pour la bile produite par le foie.

Ce liquide est principalement composé d'eau et contient des sels biliaires, un pigment nommé bilirubine (produit de la dégradation des globules rouges), du cholestérol, des acides gras et des enzymes digestives.

Le corps a besoin de la bile pour digérer les graisses et autres nutriments. Pendant le repas, la vésicule se contracte et pompe la bile dans les intestins. Le pancréas, qui débouche au même endroit dans les intestins, ajoute aussi des sucs digestifs. Il arrive que des calculs (sorte de petites pierres dures) se forment dans la vésicule ou les voies biliaires. Ceux-ci peuvent

grossir jusqu'à 2,5 centimètres. Ces calculs sont composés de calcium, de cholestérol ou de bilirubine. Les calculs qui échouent dans les voies biliaires entravent l'évacuation de la bile.

Quelles sont les causes des calculs biliaires ?

Les calculs biliaires apparaissent le plus souvent chez les personnes de 30 à 55 ans, le risque augmente avec l'âge. Les femmes y sont plus sujettes que les hommes. Et l'hérédité joue également un rôle dans l'apparition de calculs biliaires. Mais la raison pour laquelle ils apparaissent est inconnue.

Il existe toutefois certains facteurs qui en favorisent le développement. Le risque est plus grand si vous :

-êtes en surpoids ;

-suivez un régime occidental ;
-avez du diabète ;
-souffrez d'une hypothyroïdie.

La consommation de certains médicaments peut aussi influencer l'apparition de calculs biliaires.

Quels en sont les symptômes ?

La plupart du temps, les calculs biliaires sont inoffensifs et ne causent aucune douleur. Beaucoup de gens ne sont d'ailleurs pas conscients d'en avoir.

Parfois, ils donnent tout de même lieu à des désagréments comme la nausée, la production de renvois et une sensation étrange dans l'abdomen après le repas. Ce sont surtout le carbone et les repas assez gras qui causent une douleur. Une sensation de gonflement, la difficulté à digérer ou assimiler de la nourriture et les renvois

sont souvent associés à tort à des calculs biliaires.

Ce n'est que lorsque les calculs viennent se fixer dans les voies biliaires qu'ils causent des coliques biliaires, une douleur très intense, surtout dans l'abdomen. La douleur vous force à bouger. Le corps essaye alors d'éliminer lui-même les pierres en contractant les muscles des voies biliaires et de la vésicule. Lorsque cela ne fonctionne pas, les muscles se contractent et provoquent une crampe. La douleur survient alors par vagues. Parfois, celle-ci irradie jusqu'à l'épaule ou jusqu'au dos. Dans certains cas rares, la nausée peut survenir. Lorsque le calcul a quitté les voies biliaires ou lorsque la vésicule est épuisée, la douleur s'arrête. Comme les petits calculs biliaires sont plus mobiles que les autres et irritent ainsi les voies biliaires, ils causent plus de douleur que les gros calculs.

Lorsqu'un calcul bloque l'écoulement de la bile pendant une période prolongée, la bile ne peut plus s'éliminer par l'intestin. La bilirubine donne normalement aux selles une couleur brune. En cas d'obstacle à l'écoulement, le pigment est cependant libéré dans la circulation sanguine et provoque une coloration jaunâtre de la peau et du blanc des yeux (jaunisse). L'urine vire au foncé tandis que les selles deviennent plus pâles.

Lorsque les voies biliaires sont obstruées par des calculs, une infection peut apparaître à cet endroit-là ou dans la vésicule. Vous vous sentirez alors vraiment malade. Non seulement, vous aurez mal au ventre, mais vous aurez aussi de la fièvre. Dans ce cas, une intervention médicale

rapide est nécessaire. Les personnes âgées ressentent parfois à peine la douleur, ce qui rend le diagnostic plus difficile.

Quelles peuvent être les complications ?

La vésicule ou les voies biliaires peuvent gonfler ou s'enflammer. Le risque que la vésicule se déchire, avec pour conséquence une péritonite, n'est alors pas à exclure.

Le pancréas peut également s'enflammer lorsque la voie biliaire est bouchée au niveau de son débouché dans l'intestin. Les voies biliaires et le pancréas se déversent en effet dans l'intestin au même endroit. Dans ces cas-là, on parle d'une pancréatite aiguë. Cela peut être fatal.

Une inflammation chronique des voies biliaires entrave leur fonctionnement. Dans des cas exceptionnels, un cancer de la vésicule peut apparaître.

Comment sont-ils traités ?

Les calculs qui ne causent pas de douleur ne doivent pas être traités. La plupart du temps, on n'est pas conscient d'avoir des calculs biliaires.

En cas de douleurs aiguës, votre médecin vous prescrira un analgésique ou un remède contre les crampes. Il arrive qu'un petit calcul se détache spontanément durant les coliques biliaires et aboutisse dans l'intestin. Il sera alors éliminé avec les selles.

Mais lorsque les pierres sont une source de douleurs répétées ou en cas d'inflammation de la vésicule, des voies biliaires ou du pancréas, elles doivent être éliminées aussi vite que possible. Il existe différentes possibilités. Un calcul peut quelquefois être éliminé par colonoscopie.

Lors de cette intervention, le médecin introduit un petit tuyau dans l'intestin via l'estomac. Les calculs sont localisés et, si possible, éliminés.

Lorsque ce n'est pas possible, la vésicule est totalement enlevée par laparoscopie. Il est parfaitement possible de vivre sans vésicule. La bile circule encore du foie jusqu'à l'intestin grêle, si bien que le système digestif n'est pas en danger. Dans des cas exceptionnels, les personnes sans vésicule peuvent éprouver quelques désagréments après un repas riche en graisses.

Lorsque des calculs minuscules à base de calcium et de cholestérol sont logés dans la vésicule et qu'une intervention n'est pas possible, un traitement médicamenteux peut être mis sur pied. Dans les autres cas, un tel traitement n'a aucune efficacité.

Comment les prévenir ?

-Manger sainement peut aider à prévenir l'apparition de calculs biliaires :

-Limitez votre consommation de graisses saturées ;

-Privilégiez les légumes, fruits et produits à base de céréales complètes ;

-Buvez plus de deux litres par jour ;

-Limitez idéalement votre consommation d'alcool à un verre par jour pour les femmes et à deux verres par jour pour les hommes (et pas tous les jours).

Une activité physique suffisante et un poids sain aident à prévenir l'apparition de calculs biliaires.

Mutualité chrétienne

Res publica

Si pas maintenant
quand ?

" Ne remets pas à
demain ce que tu peux
faire aujourd'hui "

Excellent mois de
septembre

Citoyen Eabe Ndaba





LEOPOLDVILLE KINSHASA CAPITALE fête
ses 100 ans
D'hier à aujourd'hui

